



# DIAGNOSTIC SUR LES PRIORITES DES CITOYENS

*Les burkinabé face aux défis et priorités de l'heure à l'orée  
des élections d'Octobre 2015*

Résultats de 32 focus groups réalisés dans 07 régions du Burkina Faso.  
Recherche effectuée du 10-14 février 2015

Le Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques et édité par Andrea L. Levy

Publiée en juin 2015

L'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales



Ce rapport de l'Institut National Démocratique (NDI) a été rendu possible grâce au généreux soutien de l'Ambassade Royale du Danemark et de l'Ambassade de Chine Taiwan. Il reflète l'interprétation et l'analyse des auteurs des opinions des différents groupes de citoyennes. L'analyse ne reflète pas nécessairement les opinions des ambassades du gouvernement Danois et du gouvernement de la République populaire de Chine.

Les questions concernant le contenu de ce document doivent être adressées au NDI Burkina Faso :  
+226 25 31 00 80

Copyright © National Democratic Institute 2015. Tous droits réservés. Des extraits de cet ouvrage peuvent être reproduits et/ou traduits pour des objectifs non-commerciaux à condition que NDI soit reconnu et cité comme auteur du document et que l'organisation reçoive des exemplaires de toute traduction éventuelle.



# **DIAGNOSTIC SUR LES PRIORITES DES CITOYENS**

*Les burkinabé face aux défis et priorités de l'heure à l'orée des élections  
d'Octobre 2015 : résultats de 32 focus groups réalisés du 10-14 février 2015  
dans 07 régions du Burkina Faso.*



# SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	7
BREVES PRESENTATIONS DU NDI ET DU CDCAP .....	8
REMERCIEMENTS .....	10
RESUME/SYNTHESE DE L'ETUDE .....	13
PRINCIPALES CONCLUSIONS.....	16
INTRODUCTION .....	24
1. Contexte et justification de l'étude .....	24
2. Objectifs et finalité de l'étude.....	26
3. Démarche méthodologique de l'étude .....	27
CHAPITRE I : OPINIONS SUR LA SITUATION ET LA MARCHE EN GENERALE DU PAYS ....	31
1. Evaluation de la situation/direction générale du pays par les citoyens .....	31
2. Les sentiments et réactions exprimés par les citoyens à propos du soulèvement populaire.....	33
3. La perception du gouvernement de transition et de son action.....	35
4. L'attitude des citoyens par rapport à l'avenir du pays.....	36
5. Les attentes et les aspirations des citoyens vis-à-vis des dirigeants actuels et de ceux d'après les élections .....	39
CHAPITRE II : ANALYSES CITOYENNES SUR LES QUESTIONS SECTORIELLES DU DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE DU PAYS.....	41

1. L'ECONOMIE.....	41
2. L'EDUCATION .....	43
3. LA CORRUPTION .....	47
4. LA JUSTICE.....	49
5. LA SANTE.....	51
6. Autres sujets ou domaines importants de préoccupations pour les citoyens .....	54
CHAPITRE III : LA DEMOCRATIE ET LES PROCESSUS POLITIQUES .....	57
1. Les compréhensions et les perceptions de la démocratie par les citoyens.....	57
2. L'évaluation du niveau d'information, de compréhension et des attentes des citoyens sur les élections.....	58
3. L'évaluation des intentions d'engagement politique des citoyens .....	59
4. Les perceptions, connaissances et attentes des citoyens vis-à-vis des partis politiques.....	60
5. Les attentes des citoyens par rapport à la constitution du pays.....	61
CHAPITRE IV : OPINIONS SUR LE ROLE ET LA SITUATION DES FEMMES ET DES JEUNES EN POLITIQUE .....	63
1. Opinions sur le rôle et la situation des femmes en politique.....	63
2. Opinions sur le rôle et la situation des jeunes en politique.....	66
CONCLUSION.....	69
NOTE DE BAS DE PAGE.....	71
ANNEXES .....	81
ANNEXE 5: AU SUJET DES AUTEURS. ....	94

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ADF/RDA</b>	Alliance pour la démocratie et la fédération/ Rassemblement démocratique africain (parti politique)
<b>BEPC</b>	Brevet d'étude du premier cycle
<b>CDCAP</b>	Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques
<b>CDP</b>	Congrès pour la démocratie et le progrès
<b>CHR</b>	Centre hospitalier régional
<b>CMA</b>	Centre médical avec antenne chirurgicale
<b>CNT</b>	Conseil National de la Transition
<b>CPR</b>	Citizen Policy Review (Revue citoyenne des politiques publiques)
<b>CSB</b>	Comité de suivi à la base
<b>CSPS</b>	Centre de santé et de promotion sociale
<b>CVD</b>	Comité villageois de développement
<b>ENEP</b>	Ecole Nationale des enseignants du primaire
<b>FAIJ</b>	Fonds d'appui aux initiatives des jeunes
<b>FASI</b>	Fonds d'appui au secteur informel
<b>FAPE</b>	Fonds d'appui à la promotion de l'emploi
<b>FFS</b>	Front des forces sociales (parti politique)
<b>HIMO</b>	Haute intensité de main d'œuvre
<b>LMD</b>	License Master Doctorat
<b>MPP</b>	Mouvement du peuple pour le progrès (parti politique)
<b>NDI</b>	National Democratic Institute
<b>ONEA</b>	Office national de l'eau et de l'assainissement
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>PAREN</b>	Parti pour la renaissance (parti politique)
<b>PDDEB</b>	Plan décennal pour le développement de l'éducation de base
<b>PDS/METBA</b>	Parti pour la démocratie et le socialisme/ parti des bâtisseurs (parti politique)
<b>QG</b>	Quartier général
<b>RENLAC</b>	Réseau national de lutte anti-corruption
<b>RSP</b>	Régiment de sécurité présidentiel
<b>SONABHY</b>	Société nationale burkinabè d'hydrocarbure
<b>SONAGESS</b>	Société nationale de gestion des stocks de sécurité
<b>UNDD</b>	Union national pour la démocratie et le développement (parti politique)
<b>UNIR/PS</b>	Union pour la renaissance/parti sankariste (parti politique)
<b>UPC</b>	Union pour le progrès et le changement (parti politique)
<b>UPR</b>	Union pour la république (parti politique)
<b>VADS</b>	Volontaire adjoint de sécurité

## **BREVES PRESENTATIONS DU NDI ET DU CDCAP**

### **Présentation du NDI (commanditaire de l'étude)**

L'Institut National Démocratique (NDI) est une organisation à but non-lucratif, non-partisane, non-gouvernementale qui répond aux aspirations des peuples à travers le monde, de vivre dans des sociétés démocratiques qui reconnaissent et soutiennent les droits de l'Homme. Depuis sa création en 1983, le NDI et ses partenaires locaux ont travaillé ensemble pour soutenir les institutions et pratiques démocratiques, en renforçant les capacités des partis politiques, des organisations citoyennes et des parlements, mais aussi en aidant à la tenue d'élections libres et transparentes. Le NDI et ses partenaires locaux œuvrent également à la promotion de la participation citoyenne ainsi qu'à une plus grande transparence et responsabilisation au sein des gouvernements. Avec des équipes et des bénévoles spécialistes des questions politiques dans plus de 100 pays, le NDI rassemble des individus et des groupes afin de partager des idées, du savoir, des expériences ainsi que des expertises. Nos partenaires sont exposés aux meilleures pratiques qui existent dans le secteur du développement démocratique international, et qui peuvent ensuite être adaptées aux besoins et réalités de leur pays. L'approche multinationale du NDI envoie un message clair que bien qu'il n'y ait pas un seul modèle démocratique, certains principes fondamentaux sont partagés par toutes les démocraties. Le travail de l'Institut maintient les principes ancrés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. L'Institut encourage aussi le développement de voies institutionnelles de communication entre les citoyens, citoyennes, les institutions politiques et les élu(e)s, et renforce leurs capacités pour améliorer la qualité de vie de tous les citoyens et citoyennes. Pour en savoir plus sur le NDI, veuillez consulter [www.ndi.org](http://www.ndi.org).

Cette étude a été menée grâce au soutien financier de l'ambassade Royale du Danemark et de l'Ambassade de Taiwan au Burkina Faso dans le cadre du programme NDI « Permettre aux acteurs électoraux de participer effectivement aux élections présidentielles de 2015 », un programme de 16 mois, d'aout 2014 à novembre 2015.

### **Présentation du CDCAP (auteur de l'étude)**

Le Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques (CDCAP) est un réseau d'organisations de la société civile qui œuvre à la participation citoyenne à travers le suivi citoyen des politiques publiques. Depuis 2005, cette organisation poursuit une vision qui



est « des OSC et des communautés à la base s'impliquent dans les politiques publiques et les influencent selon les préoccupations des populations ». A travers un certain nombre d'outils qu'il développe (CSB, CPR, etc.), le CDCAP organise la veille citoyenne sur la mise en œuvre des politiques publiques d'une part et d'autre part recueille les préoccupations citoyennes pour les faire remonter dans l'agenda public national.

## REMERCIEMENTS

Cette étude a été réalisée grâce à la contribution de nombreuses personnes et institutions. Nos remerciements s'adressent à elles toutes, en faisant mention spéciale à Andréa Levy qui a assuré la formation des modérateurs et apporté ses conseils scientifiques et méthodologiques à l'équipe du CDCAP, et enfin aux équipes de modérateurs et aux personnes ayant pris part aux groupes de discussion dans les différentes régions du Burkina Faso.

Le CDCAP tient à remercier le NDI pour son appui technique et financier et la supervision du travail et voudrait exprimer tout particulièrement sa gratitude à la Directrice Résidente du Burkina Faso Aminata Kassé, qui a fourni le leadership sur le terrain. Que l'ensemble des autres collègues du NDI Burkina Faso, trouvent ici la reconnaissance pour leur soutien et leur disponibilité.

Le NDI remercie les modérateurs dont les noms suivent, qui ont fait un excellent travail de facilitation et d'élaboration du rapport qui suit. NDI est particulièrement reconnaissant à l'Ambassade Royale du Danemark et de l'Ambassade de Taiwan dont le soutien financier a permis au CDCAP et au NDI de réaliser cette recherche.

### Liste des modérateurs

Mme Sidibé /Sangare Djènèba  
Somé Gounbohin Modeste  
Sanou Siaka  
Dao Moussa Serges  
Ouédraogo Marie  
Ouédraogo Eloi  
Manli Alidou  
Thiombiano Hamtandi  
Mme Yaméogo/Koussoubé Cathérine  
Koala Joël Patrick  
Koté Siaka  
Mme Ouédraogo K. Fati  
Koro Edouard  
Ouédraogo Basile  
Tiendrébéogo Mamata  
Dipama Anselme  
Bayala Sege  
Traoré Limata  
Sawadogo Issiaka  
Saganogo Djéléa  
Ouédraogo Noufou

## AVANT-PROPOS

Suite au changement intervenu à la tête de l'Etat après l'insurrection populaire du 30 octobre 2014 qui a mis fin à 27 ans de pouvoir de l'ex-président Blaise Compaoré, le Burkina Faso est entré dans une ère de transition politique. Les institutions assurant l'intérim du pouvoir ont adopté une charte de la transition qui prévoit la tenue d'élections présidentielle et législatives en octobre 2015. Face à une société civile encore fortement mobilisée, le gouvernement de transition doit relever le double défi de maintenir la stabilité du pays et d'organiser les élections qui, d'ores et déjà, s'annoncent comme étant les plus compétitives de l'histoire du pays.

Après trois décennies de régime semi-autoritaire, il est évident que les attentes des populations sont grandes. Et c'est à la nouvelle classe dirigeante que s'imposera la responsabilité d'engager les réformes nécessaires pour satisfaire ces aspirations. L'un des multiples avantages de « focus groups » est de permettre aux dirigeants des partis politiques et aux gouvernants en général d'avoir accès aux informations sur les préoccupations citoyennes afin d'élaborer des messages de partis axés sur les priorités et préoccupations citoyennes. Egalement, dans la période post-électorale, les partis politiques pourraient intégrer ces informations dans leur programme de gouvernance afin de mieux orienter leurs actions dans l'adoption de nouvelles politiques et réformes répondant à ces attentes sur le moyen et long terme.

Afin de mettre à la disposition des dirigeants politiques Burkinabés des informations fiables sur les attitudes des citoyens à l'égard des élections, de la démocratie et des priorités de développement, le NDI en partenariat avec le Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques (CDCAP), a mené une série de « focus groups » à travers le pays en février 2015 grâce au généreux soutien de l'Ambassade Royale du Danemark et de l'Ambassade de Taiwan. Trente-deux groupes de citoyens (focus groups) ont été organisés dans sept régions du pays et ces exercices ont permis aux participants d'échanger librement et sans contrainte dans un cadre neutre et non partisan. Les principaux axes de discussion portaient sur : la situation politique nationale dans le contexte de la transition ; les perspectives de développement socio-économique et l'amélioration du bien-être des populations ; ainsi que sur l'avenir du pays et la mise en place d'institutions plus démocratiques et inclusives de l'ensemble des citoyens, notamment des femmes et des jeunes. Les résultats de ces discussions ont été rassemblés dans les pages qui suivent.

Le NDI espère que les résultats de ces « focus groups » vont enrichir le débat d'idée entamé par les différentes forces vives du Burkina Faso afin de contribuer à un dialogue ouvert et inclusif sur comment répondre aux besoins des citoyens et ainsi consolider la démocratie et la bonne gouvernance dans la durée.

Christopher Fomunyoh, Ph.D.  
NDI Senior Associate and Regional Director

## CARTE DU BURKINA FASO



Cette carte est représentée à des fins explicatives et n'implique pas l'approbation de ces frontières géographiques

Source: <http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Un-burkina-faso.png>

## RESUME/SYNTHESE DE L'ETUDE

Ce document constitue le rapport d'une étude menée par le CDCAP en partenariat avec le National Democratic Institute (NDI), dans le cadre de son programme d'appui aux acteurs du processus électoral au Burkina Faso. A l'orée des élections de 2015, cette étude, basée sur une enquête terrain auprès de 32 groupes de citoyens (focus groups) de 07 régions du Burkina, a permis de cerner les opinions, perceptions, points de vue, sujets de préoccupation, attentes et priorités de citoyens burkinabè concernant la situation et la direction générale du pays. Des aspects spécifiques de la vie socio-économique actuelle et de l'avenir du pays après le soulèvement populaire d'octobre 2014<sup>1</sup> ont été également abordés. Les principaux résultats se résument comme suit.

En dépit des appréhensions de l'heure, la plupart des citoyens Burkinabès sont optimistes bien qu'une bonne partie se dise indécise (ni optimiste, ni pessimiste) et une minorité pessimiste.

Comme priorités majeures sur lesquelles devrait se focaliser l'actuel gouvernement de transition, les citoyens ont identifié les **élections**, la **planification du développement** et la **communication** avec les populations. Tandis que pour les futurs dirigeants qui seront bientôt élus, la santé et l'éducation ont été majoritairement mises en avant par les citoyens comme domaines d'actions prioritaires à prendre en compte. Les attentes et aspirations qui ont été exprimées vis-à-vis des dirigeants actuels et futurs, quoique multiples, spécifiques et divers, convergent, en définitive, vers la prise en compte de toutes les préoccupations des populations en tenant compte du genre, des couches vulnérables et en respectant leurs engagements.

Sur les questions spécifiques du développement socioéconomique, on retient que pour la majorité des groupes de citoyens rencontrés, l'économie, l'éducation, la lutte anti-corruption, la justice, la santé et l'emploi des jeunes, constituent autant de secteurs qui se portent mal et qui ont besoin d'être améliorés. De toutes les questions thématiques abordées et analysées, les plus importantes, à leur avis, demeurent au bout du compte la santé et l'éducation.

A propos de la situation nationale et de la marche du pays, la plupart des personnes rencontrées estime au moment de l'étude que les choses au Burkina Faso vont, dans la mauvaise direction. Un ensemble de problèmes d'ordre socio-économique et politique, dont les dirigeants en premier et toutes les composantes de la société portent la responsabilité, sont recensés par les citoyens comme entravant l'essor du pays. Ceux-ci ont aussi exprimé des sentiments et réactions mitigés concernant le soulèvement populaire d'octobre 2014, des sentiments allant de la peur et la

<sup>1</sup> Le 30 octobre 2014, des manifestants hostiles au vote de la loi modificative de l'article 37 de la constitution portant limitation du mandat présidentiel ont envahi et détruit l'assemblée nationale ainsi que plusieurs édifices publics. Le Chef de l'Etat a dû démissionner et une transition politique a été ouverte.

déception à ceux d'espoir dans la perspective des changements à venir. Une grande majorité d'entre eux ont globalement une perception positive sur le gouvernement de la transition et son action, même si de nombreux reproches et des suspicions sont formulés par nombre d'entre eux à son endroit.

Sur la démocratie et les processus politiques une grande majorité de citoyens rencontrés ont une bonne compréhension de la démocratie, pense que le Burkina Faso n'est pas encore véritablement une démocratie et devrait plutôt travailler à le devenir. La majeure partie des citoyens interrogés comprend le rôle des élections, est informée de la date des prochaines élections et prévoit de voter, même si une portion d'entre eux ignore encore de quels types d'élections il s'agira. Les citoyens rencontrés sont également habités par des aspirations, des craintes et des espoirs au sujet des élections prochaines. Aussi nourrissent-ils, pour la plupart, en tout cas, le vœu de jouer un rôle ou de devenir plus actif dans le processus politique du pays pour ainsi mieux contribuer, en tant que citoyens, à son édification, soit en faisant campagne pour un parti politique, soit en menant des activités de sensibilisation à l'endroit des populations ou enfin en participant à des forums et débats publics.

En ce qui concerne les partis politiques, même si les citoyens rencontrés, dans leur majorité, perçoivent et comprennent la notion de « parti politique », une portion non moins importante a ressorti des expressions qui traduisent leur perception négative vis-à-vis des partis politiques. Dans la phase transitoire actuelle menant le pays vers les élections, les principaux sujets sur lesquels devraient se concentrer les partis politiques, selon les citoyens, sont la recherche des voies et moyens pour le bien-être de la population, la préparation des élections et de leurs programmes ou projets de société. En outre, les partis politiques devraient éviter de troubler le pays, en cherchant à diviser la population ou en lui faisant des fausses promesses. Ils devraient plutôt aider le pays en ce moment, en restant à l'écoute du peuple, en sensibilisant les citoyens, en proposant des programmes et en évitant toute discorde. Les intentions de vote des personnes rencontrées iraient à l'endroit : (i) des partis qui vont investir dans les secteurs sociaux ; (ii) des partis qui tiennent compte des aspirations du peuple ; (iii) des partis qui disent la vérité et tiennent leurs promesses. Aussi, pour la période de campagne électorale, la préférence des citoyens, en termes de communication des partis politiques à leur adresse, est à la campagne de proximité ou une approche de type privé.

Au sujet de la constitution du pays, la plupart des citoyens rencontrés pensent que le Burkina a besoin d'une nouvelle constitution, même si d'aucuns parlent plutôt de petites retouches à y apporter. De l'avis de la majorité, les éléments les plus importants dont une nouvelle constitution a besoin, c'est principalement la limitation des mandats présidentiels et le verrouillage de l'article consacrant cette limitation, le renforcement de la justice, la diminution des pouvoirs du chef de l'Etat et la séparation des pouvoirs.



Parlant enfin du rôle des femmes et des jeunes, les citoyens rencontrés sont quasi unanimes à reconnaître l'importance et la nécessité même de leur implication dans la politique, en avançant des arguments relatifs à leur droit d'expression et de participation, leur citoyenneté et des qualités intrinsèques à leur statut de femmes ou de jeunes. Toutefois, ils reconnaissent aussi que la prise en compte, l'implication des femmes et des jeunes au sein des partis politiques demeurent une grande insuffisance qui doit être comblée par tous les acteurs de la vie politique nationale. Selon les participants, ces deux importantes composantes de la population, les femmes et les jeunes, à elles seules, constituent une force vive laissée pour compte sur le chemin du développement. Leurs sous représentations au niveau des instances des partis politiques, des institutions démocratiques et de l'administration doivent être corrigées incessamment, pour un équilibre social et une valorisation de tous les citoyens, en vue d'un développement harmonieux et intégral.

## Analyses citoyennes sur les questions sectorielles du développement socio-économique du pays : Principales conclusions

Sur le plan politique/ gouvernance	Sur le plan socio-économique
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ la liberté d'expression, d'action syndicale avec des revendications ayant abouti (salaire);</li> <li>○ le dynamisme de la société civile et sa participation à l'insurrection</li> <li>○ l'approfondissement de la démocratie avec la création d'un chef de file de l'opposition;</li> <li>○ l'impact positif du processus de décentralisation;</li> <li>○ l'organisation tournante de la célébration de la fête de l'indépendance du pays impulsant le développement des régions et villes secondaires;</li> <li>○ communication du gouvernement facilitant l'accès du peuple à l'information</li> <li>○ la paix et la stabilité dans le pays;</li> <li>○ la crédibilité et la notoriété dont jouit le Burkina Faso d'aujourd'hui au niveau international;</li> <li>○ le respect du chronogramme de la transition, l'écoute et la consultation du peuple par l'actuel gouvernement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ l'augmentation des indemnités au niveau de la grille salariale;</li> <li>○ l'augmentation de l'offre scolaire depuis le PDDEB par la construction d'infrastructures scolaires supplémentaires;</li> <li>○ la mise en place de fonds de soutien pour les femmes et les jeunes</li> </ul>

Pour la majorité des groupes de citoyens rencontrés, l'économie, l'éducation, la lutte anti-corrruption, la justice, la santé, l'emploi des jeunes, la sécurité, le logement, l'hygiène et assainissement et l'énergie constituent autant de secteurs/domaines qui se portent mal en général et qui ont besoin d'être améliorés.

ECONOMIE	EDUCATION
<p>Ce qui ne va pas (négatif)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mauvaise répartition et gestion des biens et fruits de la croissance. Les richesses du pays sont entre les mains d'une minorité ;</li> <li>• le niveau bas des salaires contrastant avec les prix des produits;</li> <li>• la corruption qui entretient l'injustice et renchérit la vie;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le recrutement, la formation et la rémunération des enseignants (le niveau BEPC requis est très bas, l'insuffisance du recyclage et de la formation continue après l'ENEP, faible qualité de formation dans certaines ENEP privées, faiblesse des salaires des enseignants à l'université..)</li> <li>• l'inadéquation des programmes et des réformes éducatives (Au primaire: programme datant de la révolution et emplois du temps surchargés, régression de la qualité de l'enseignement à cause des limites des réformes d'éducation accélérée/gratuité, continuum, interdiction du fouet, etc. Au supérieur: le système LMD critiqué, insuffisance de moyens et d'infrastructures...)</li> <li>• l'insuffisance des moyens, les revendications sociales et le non-respect de l'éthique professionnelle (l'insuffisance et mauvaise répartition des infrastructures, du personnel et de matériel, insuffisance et manque de qualité des plats servis dans les restaurants universitaires, revendications sociales chez les enseignants et les élèves/étudiants, grèves à répétition, manque de vocation et de moral chez certains enseignants )</li> <li>• La pauvreté, et la corruption (dotation de vivres, corruption</li> </ul>

Ce qui va (positif)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'augmentation et le paiement régulier des salaires dans la fonction publique;</li> <li>• le développement de l'agriculture avec les cultures de contre saison,</li> <li>• le développement de l'élevage avec la disparition de certaines maladies des animaux</li> <li>• le développement de l'art</li> <li>• les agriculteurs apprécient les actions entreprises en leur faveur parmi lesquelles l'opération 1000 charrues, la mise à disposition d'engrais, l'octroi d'ânes et de bœufs.</li> <li>• la création de la SONAGESS qui permet d'avoir les céréales à moindre coût,</li> <li>• l'amélioration des conditions et du cadre de vie avec l'existence de moyens de communication, de locomotion et de transport, l'électrification villageoise et les habitats en tôles.</li> </ul>	dans le recrutement d'enseignants, détournement et la vente des places des pauvres aux plus nantis
		<p>l'existence de beaux textes réglementaires, la gratuité de la scolarité et des manuels scolaires malgré les insuffisances, prolifération des écoles de formation des enseignants l'ouverture d'écoles qui contribue à accroître le taux de scolarisation, l'institution de la tenue scolaire qui brise les différences entre les élèves</p>

<p>Suggestions des citoyens</p>	<p>Mettre en place une bonne gouvernance politique et économique (il faut un bon gouvernement et des agents consciencieux du bien commun);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•mettre l'accent sur les secteurs porteurs,</li> <li>•promouvoir l'emploi et l'entreprenariat des jeunes,</li> <li>•développer et diversifier des secteurs comme l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et la culture,</li> <li>•valoriser les produits locaux par la création d'usine de transformation et l'incitation des populations à les consommer;</li> </ul>	<p>réformer le système éducatif en vue de le réadapter à nos réalités socioculturelles actuelles</p> <p>prendre en compte dans cette réforme, les programmes scolaires, la formation continue et le recyclage des enseignants plafonner les frais de scolarité dans tous les établissements privés</p> <p>organiser les états généraux sur l'éducation</p> <p>Supprimer le continuum</p> <p>l'inventaire des établissements privés afin de déceler les mauvais établissements</p> <p>relever le niveau des enseignants en imposant le niveau de la classes de terminal pour postuler au concours de recrutement de enseignants du primaire</p> <p>rehausser les salaires des enseignants et améliorer leurs conditions de travail,</p> <p>remettre aux circonscriptions d'enseignement la gestion des fonds destinés à l'acquisition des manuels,</p> <p>construction des salles de classe, recruter davantage d'enseignants promouvoir la pratique des métiers à l'école et mettre l'accent sur l'enseignement technique</p>
---------------------------------	---	---

## CORRUPTION

## JUSTICE

## SANTÉ

Ce qui ne va pas (négatif)

- **L'impunité et l'injustice** (les rapports sur des cas de corruption produits par des structures RENLAC, cour des comptes, autres services de contrôle : pas de suite; achats de conscience)
- **La société elle-même semble normaliser la corruption** : « Si tu es directeur général dans un service et qu'à la fin de ton mandat, tu n'as pas une belle voiture et des villas, les gens vont t'indexer et dire que celui-là ne vaut rien »<sup>54</sup>.
- **Les dysfonctionnements et le non-respect de l'éthique professionnelle** : certains agents véreux qui exploitent les usagers en leur faisant payer indument pour des actes administratifs normalement gratuits (concession) : « Si tu as un dossier et tu ne déposes pas un

- **L'absence de séparation des pouvoirs** (Prise en otage de l'indépendance de la justice; trop de dossiers pendants)
- **corruption dans l'appareil judiciaire** (*justice non accessible aux pauvres, « des voleurs, pris la main dans le sac nous narguent dans la ville »*<sup>57</sup>, petits dossiers et pas grands dossiers)
- **Développement de la justice populaire (se rendre justice)**
- **L'insuffisance du personnel judiciaire**
- **l'ignorance de la loi; des textes, des procédures et des termes juridiques par les populations**

- **tarification des actes médicaux** (coûts élevés)
- **mauvaise qualité des prestations** qui font que certains rechignent à se rendre dans les centres de santé
- **L'absence des premiers soins d'urgence**
- **normes en santé, éthique et déontologie professionnelle** (insuffisance de personnel qualifié pour certains soins dans certains centres, problème de manipulation de certains appareils médicaux, manque d'infrastructures et de matériels etc.)
- **le comportement de certains agents de santé** (accueil, disponibilité, violation du secret professionnel chez certaines sages-femmes.)

Ce qui va (positif)	<p>caillou là-dessus, le vent va l'emporter » 55</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>corruption et affairisme</b> (autour des produits et des prestations)</li> <li>• <b>l'abandon des bonnes pratiques</b> comme la vaccination commando du temps de la révolution</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>L'existence de structures de contrôle</b> (RENLAC, cours des comptes, ASCE...)</li> <li>• <b>Les actions de sensibilisation</b></li> <li>• <b>La publication des cas de corruption dans les journaux</b></li> <li>• <b>L'existence de numéro vert pour dénoncer les cas de corruption</b></li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les juges sont bien formés et animés de la volonté de bien faire leur travail</li> <li>• Les JPO sur la justice (meilleure accessibilité, accueil)</li> <li>• L'obtention de plus en plus facile de certains actes (permis de communiquer, le casier judiciaire et le certificat de nationalité.</li> <li>• les efforts dans la répression et le jugement du grand banditisme, du mariage forcé et la lutte contre le rapt des jeunes filles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>la réduction du rayon moyen d'action</b> (la proximité des centres de santé)</li> <li>• <b>Accroissement de la fréquentation des centres de santé</b></li> <li>• <b>les campagnes de vaccination et autres mesures préventives</b> prises par l'Etat (distribution gratuite de moustiquaires imprégnées, subvention SONU)</li> <li>• <b>Sensibilisation</b> sur la Planification familiale, SMI, polio</li> <li>• <b>Efforts et sacrifices consentis par certains agents de santé</b> consciencieux, au vu des moyens limités et des bas salaires</li> </ul>

Suggestions des citoyens	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Lutter contre la pauvreté qui est la 1<sup>ère</sup> cause de corruption</b></li> <li>• <b>Rehausser le niveau de l'économie tout en veillant à la distribution équitable des fruits de la croissance pour une vie décente de chacun</b></li> <li>• <b>Créer des emplois pour les chômeurs</b></li> <li>• <b>éduquer la population sur la citoyenneté et le respect du bien public.</b> « Il faut d'abord que les gens prennent conscience de ce que l'on est. D'abord qu'est-ce que le Burkinabè ? On dit que c'est l'intégrité. Il faut que chacun devienne intègre, un vrai Burkinabè, et là on saura que la corruption pourra finir. Mais</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Instaurer à une vraie séparation des pouvoirs</li> <li>• Adopter des critères de compétence et d'intégrité dans la désignation des juges dans les hautes fonctions et non plus les nommer selon les accointances avec le régime en place</li> <li>• renforcer les enquêtes de moralité avant l'entrée en fonction des agents de la justice</li> <li>• dénoncer les agents corrompus et sévir</li> <li>• Rouvrir rapidement les dossiers pendants en justice</li> <li>• Traduire les textes de droits en langues locales pour une appropriation par les populations</li> <li>• Multiplier les JPO</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Revoir le mode de recrutement des agents de santé</b> (miser sur la vocation, la compétence, niveau et pas l'argent/corruption)</li> <li>• Il faut une <b>formation de qualité avec un accent sur la déontologie et l'éthique de leur profession.</b> « Un patient ne doit pas être traité comme un vélo chez le mécanicien du quartier. Il faut travailler à instaurer la courtoisie chez les agents de santé » 68</li> <li>• <b>augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail</b> des agents de santé</li> <li>• <b>doter tous les CSPS en ambulance et les</b></li> </ul>
--------------------------	--	--	--

*tant qu'on ne voudra pas reprendre l'intégrité comme notre identité, notre valeur, la corruption ne pourra jamais diminuer, encore moins finir. Il faut absolument que tout le monde soit intègre »56*

**•Sanctionner les cas de corruption cités dans les rapports de contrôle**

• Etc.

**électrifier**  
**•Encadrer et suivre l'ouverture des écoles de formation en santé, des cliniques et centres de soins privés**  
**•Subventionner les produits et soins de santé (gratuité)**  
**•instaurer l'assurance maladie universelle**  
**•Amener les médecins publics à rester dans les centres de santé de l'Etat**

## INTRODUCTION

En perspective des élections présidentielles et législatives prévues le 11 octobre 2015 et les municipales prévues le 31 janvier 2016, le NDI met en œuvre un programme visant à renforcer la participation efficace des acteurs électoraux que sont les partis politiques et la société civile. Dans ce cadre, il a noué un partenariat avec le Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques (CDCAP) pour réaliser une étude diagnostique des priorités des citoyens.

L'étude, dont la phase terrain s'est déroulée du 10 au 14 février dans 07 régions du Burkina Faso, visait à cerner, à travers la modération de groupes de discussions, les opinions, perceptions, points de vue, attentes et priorités de citoyens burkinabè sur des aspects de la vie socio-économique et politique du pays tant sur la période *ante* que *post* soulèvement populaire.

Les résultats de cette étude d'opinion devraient contribuer à alimenter le processus de décisions publiques, à aider les partis politiques et la société civile. Les informations recueillies leur permettront de concevoir et de modéliser leurs programmes et leurs messages de campagne selon la façon de voir et les attentes des citoyens, de sorte que les programmes des partis soient des réponses à leurs préoccupations. Elle peut servir à la société civile à suivre l'ancrage populaire des programmes et messages des partis politiques et l'action gouvernementale.

Avant l'exposé détaillé des principaux résultats et enseignements obtenus, il sied de revenir sur le contexte justificatif, les objectifs et la démarche méthodologique de l'étude.

### I. Contexte et justification de l'étude

En fin octobre 2014, le Burkina Faso a vécu des événements ayant entraîné des changements politiques majeurs et marqué une étape importante de son histoire socio-politique. En effet, suite au projet du Chef de l'Etat et de ses partisans de modifier la Constitution en vue de supprimer la limitation du mandat présidentiel, un soulèvement populaire empreint de violences (on y a dénombré plusieurs morts et des dégâts matériels importants) est survenu les 30 et 31 octobre 2014 et a conduit au départ du Président Compaoré du pouvoir après 27 ans de règne. La dissolution du gouvernement, de l'Assemblée nationale et la suspension des conseils municipaux, consécutives à ce départ ont créé un vide institutionnel paralysant la gestion des affaires publiques.

Pour combler ce vide institutionnel, un processus de transition politique a été initié. Ont été mis en place de nouvelles institutions chargées de la gestion de l'Etat pour une période d'un an devant

se terminer par des élections générales. Les organes de la transition comprennent un Président de la transition, un gouvernement de la transition, un Conseil national de la transition faisant office de parlement et une commission de la réconciliation nationale et des réformes. La principale mission confiée aux autorités de la transition est la continuité de l'Etat et l'organisation des élections présidentielles et législatives prochaines pour permettre aux citoyens de se réconcilier avec des institutions élues. Le calendrier électoral est adopté. Les élections présidentielles et législatives couplées sont programmées au 11 octobre 2015 tandis que les municipales sont fixées en janvier 2016.

Ce nouveau contexte socio-politique post-insurrectionnel et les élections à venir au Burkina Faso inaugurent une période d'espoir et constituent, pour nombre d'observateurs, une opportunité pour la consolidation de la gouvernance démocratique, l'adoption de politiques publiques en adéquation avec les préoccupations, les aspirations et les besoins socio-économiques des citoyens. Les gouvernants de la nouvelle ère post-Compaoré héritent d'un ensemble d'enjeux et de défis. Il se pose, sans doute pour eux, aujourd'hui, en plus des questions de gouvernance politique, celles de la question fondamentale du changement et de l'alternative à apporter aux récurrents problèmes socio-économiques.

Quelle action gouvernementale pour que les attentes, les aspirations et les espoirs des citoyens ne rencontrent pas de déception aux élections et après celles-ci ? Telle est la question clé pour les acteurs politiques (partis politiques) qui sont lancés dans la conquête du pouvoir politique dans un contexte plus ouvert où le rôle de l'électorat sera plus important.

Par ailleurs, les élections couplées de 2012 ont été l'occasion de se rendre compte que les partis politiques, à l'exception des plus importants, présentaient une faiblesse notoire d'offre politique et électorale. Les passages de certains partis politiques à la télévision pour leurs messages aux citoyens et aux électeurs, durant la campagne électorale des élections couplées de novembre 2012, ont parfois relevé de la "comédie", quand les plages de passages n'étaient pas inoccupées tout simplement. Cette relative faiblesse de l'offre électorale vient renforcer les facteurs explicatifs de la désaffection des citoyens vis-à-vis des élections et de la politique en général.

En Mars – Avril 2014, une révision du fichier électoral avait eu lieu afin de permettre aux jeunes, nouvellement en âge de voter, de s'inscrire sur les fichiers électoraux en vue de prendre une part plus active aux décisions majeures du pays. Les résultats de cette révision ont été en deçà des prévisions, car, parmi les 800.000 nouveaux inscrits seulement 100.000 personnes venaient d'atteindre l'âge de voter (18 ans) et se sont inscrits. La population en âge de voter au Burkina Faso s'élevait à huit millions en 2010 selon l'INSD et les trois révisions du fichier électoral entreprises depuis 2010 n'ont atteint que le chiffre de cinq millions, ce qui dénote d'une certaine réticence des populations vis-à-vis des élections et de la politique. Ce défi rentre dans

les préoccupations des partis politiques en priorité, mais aussi des acteurs non partisans qui œuvrent à un approfondissement de la démocratie, comme les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers.

Pour le NDI, les partis politiques sont des acteurs essentiels et incontournables du processus démocratique. Ils constituent également un canal à travers lequel les citoyens peuvent exprimer leurs besoins, attentes et aspirations. Cependant, quelques constats de nature à influencer négativement ce jeu démocratique se dégagent. Il s'agit entre autres, des difficultés de certains partis à répondre, à travers leurs programmes, aux besoins socio-économiques des citoyens ainsi que le niveau d'engagement insuffisant des OSC dans le processus électoral pour assurer la prise en compte des besoins des populations. Le NDI s'est alors fixé pour objectif de renforcer la capacité des partis politiques et de la société civile à participer aux processus électoraux. Il s'agit entre autres, d'appuyer les partis politiques dans la recherche, le traitement et la prise en compte des priorités et attentes des citoyens dans leurs projets de société et messages de campagne. Rapprocher les partis politiques des citoyens et des électeurs, à travers des programmes et des projets de société prenant en compte les priorités des citoyens est un moyen de résorber le divorce entre les citoyens et les institutions.

Le challenge d'une telle entreprise réside aussi dans l'engagement de l'acteur commis à la consultation des citoyens sur leurs priorités et de sa connaissance des milieux à investir. En effet, plusieurs phénomènes interviennent pour brouiller l'expression des citoyens vis-à-vis du politique, en particulier le manque de confiance qu'ont les citoyens des acteurs politiques qui rend les premiers réticents à extérioriser leurs sentiments profonds sur les grandes questions de l'heure. Il était, dès lors, indispensable que l'étude sur les priorités citoyennes soit conduite par un acteur citoyen à même de bénéficier de la confiance des interlocuteurs communautaires.

Dans cette optique, le NDI a décidé de nouer un partenariat avec le CDCAP, réseau d'organisations de la société civile engagé depuis une dizaine d'années dans le suivi citoyen des politiques publiques et disposant d'entrées auprès des groupes communautaires dans les communes du Burkina Faso et de l'expertise pour les travaux en sciences sociales.

## 2. Objectifs et finalité de l'étude

L'objectif global de l'étude est de recueillir et d'analyser les opinions et les attentes des citoyens en vue d'isoler leurs priorités et de les orienter en direction de la classe politique et de la société civile pour les prochaines élections. Il s'agissait spécifiquement de recueillir les opinions et attentes prioritaires des citoyens et citoyennes burkinabè sur diverses questions, notamment :

- la situation/direction générale du pays et de son avenir
- les secteurs socio-économiques
- la démocratie et le processus politique
- le rôle des femmes et des jeunes en politique.

Les résultats de cette étude d'opinion pourraient aider les acteurs politiques à mieux cerner et comprendre les priorités et les aspirations des citoyens. Ceci en vue d'en tenir compte pour améliorer la qualité de leurs projets de société.

### 3. Démarche méthodologique de l'étude

#### ❖ **La technique et l'outil de collecte des données**

L'approche méthodologique adoptée pour cette étude est exclusivement qualitative. L'enjeu poursuivi, à savoir le recueil et l'analyse compréhensive des opinions des citoyens, a guidé le choix de la technique du groupe focalisé (focus group) comme moyen de collecte des données. En tant que technique de collecte de données qualitatives, par la modération de groupes de discussions à l'aide d'un guide d'entretien, la méthode du focus group était la mieux indiquée pour fournir des résultats permettant de répondre aux objectifs et préoccupations de cette étude. Si le focus group, d'une manière générale, peut limiter l'expression de certains participants, en fonction de la composition du groupe, il permet, en retour, d'assurer la dimension collective et prioritaire des opinions collectées.

Un guide d'entretien semi-directif (*Cf. annexe 3*) a été conçu, testé et corrigé en vue de capturer plusieurs dimensions des attentes, des priorités et préoccupations des citoyens. L'éventail des questions ou points abordés dans les groupes de discussions concernait essentiellement les objectifs spécifiques de l'étude cités plus haut. Les participants aux différents focus groups ont été entendus sur ces différents points du guide d'entretien.

Le rapport synthétisant les opinions citoyennes collectées a été présenté à un parterre de représentants des partis politiques, de la société civile et des médias. Les réactions enregistrées auprès de ce public ont permis d'améliorer la présentation du rapport, en particulier sur les dimensions méthodologiques. L'approche purement qualitative a été considérée comme totalement nouvelle pour les participants et présentent quelques difficultés d'appropriation de certains principes méthodologiques et aussi de certains résultats.

### ❖ *L'échantillon et la composition des groupes de discussion*

L'étude a été menée sur un échantillon de 32 focus groups. Ces groupes de discussion, dont la taille a varié entre 11 et 17 participants, ont concerné environ 400 personnes au total. Malgré l'effort consenti pour mettre en place des groupes représentatifs des citoyens burkinabè, pour cette étude, les participants n'ont pas été sélectionnés sur la base d'un échantillon aléatoire comme c'est le cas pour des enquêtes d'opinion ou des sondages. Le but n'était pas d'aboutir à des conclusions généralisables à l'ensemble de la population. Cependant, l'étude donne une idée des grandes tendances et des préoccupations des citoyens burkinabè à l'égard de leur vie quotidienne aussi bien que de leurs attentes des partis politiques. La dispersion spatiale et socio-culturelle a été une des précautions méthodologiques permettant d'établir la pertinence des opinions et des attentes comme demande sociale des burkinabè à l'endroit de la classe politique. Les participants ont été sélectionnés en tenant compte des critères de champ géographique et de profil sociodémographique bien définis.

La priorisation découlant habituellement et facilitée par la quantification (pourcentage) a été obtenue, dans cette méthodologie qualitative, par l'outil utilisé, le focus group. L'approche quantitative aurait permis d'identifier les thèmes prioritaires par la quantité d'opinions exprimées. Dans un contexte social marqué par un grand nombre de manques des individus (biens et services de base), l'opinion exprimée en réponse à une question précise peut être considérée comme prioritaire. Par ailleurs, l'étude n'ayant pas interprété les opinions émises par les participants des focus groups, celles-ci sont reportées ici, telles qu'exprimées par leurs auteurs.

- *Le champ géographique ou cadre physique de l'étude*

L'étude s'est déroulée dans sept (7) régions du Burkina Faso. Ces sites ont été choisis parce qu'ils sont représentatifs de la diversité socio-culturelle et économique de la population burkinabè. Il s'agit des régions du Centre, du Centre-Ouest, des Hauts Bassins, de l'Est, du Sud-Ouest, du Centre Nord et de la Boucle du Mouhoun. Cette diversité prend aussi en compte les ensembles socio-politiques du pays, construits sur la base des perceptions vis à vis du politique en cours dans ces groupes sociaux. Les types de sociétés politiques du Burkina Faso, construits selon leur distance à l'existence et la prégnance de l'Etat traditionnel, se retrouvent, à peu de choses près, représentées par les régions choisies pour l'étude.

Les 32 focus groups ont été répartis à l'intérieur de ces régions en veillant à en mettre un nombre plus élevé dans les régions du Centre et des Hauts bassins pour tenir compte de la taille de la population et des caractéristiques particulières de ces régions (grandes agglomérations). Ainsi donc, 06 focus groups ont été réalisés dans chacune des régions du Centre et des Hauts-bassins et 04 focus groups ont été réalisés dans chacune des 05 autres régions.

- *Le profil sociodémographique des participants aux groupes de discussion*

En vue de prendre en compte les caractéristiques et la diversité des composantes ou couches de la population, quelques variables/caractéristiques sociodémographiques jugées pertinentes et réalistes ont été utilisées pour composer les différents focus groups. Il s'agit essentiellement de l'âge, du sexe, du niveau d'étude, du secteur socioprofessionnel et du milieu de vie. A l'aide de ces critères et de leurs sous variables définis au préalable, les participants ont été sélectionnés par les modérateurs de focus groups selon des consignes permettant d'assurer une diversité des groupes (*jeunes, adultes, femmes, hommes, non scolarisés/primaires/alphabétisés, niveau d'étude secondaire, niveau d'étude supérieur, travailleurs du secteur formel et travailleurs de l'informel, élèves, étudiants, personnes vivant avec un handicap, milieu urbain et périurbain, milieu rural*) et la prise en compte des opinions de différentes catégories (*cf. annexe 2 et 3*).

- **Déroulement de l'enquête, traitement et analyse des données collectées**

Les 32 groupes de discussion se sont déroulés du 10 au 14 février 2015 dans les 07 régions ciblées du Burkina Faso. Ils ont été modérés par des personnes qui ont été formées et outillées du 20 au 23 janvier 2015 à Ouagadougou par une experte en recherches sociales et sciences politiques (Andréa Levy) venue de Washington. Les entretiens dans les focus groups se sont déroulés soit en français soit en langue locale suivant les spécificités linguistiques des participants au niveau des régions. Tous les entretiens des focus groups ont été enregistrés au moyen de dictaphones, puis transcrits en français par les modérateurs.

Les données transcrites ont été lues, résumées, structurées, analysées par une équipe de travail du CDCAP, en fonction des sections et questions-clés du guide d'entretien pour dégager les grandes tendances et idées maîtresses des opinions des citoyens. Aussi certains mots clés ou expressions résumant les opinions dominantes, de même que quelques citations importantes des propos des participants ont été retenus. Tout ce travail d'analyse a permis d'élaborer le présent rapport sur les principaux résultats du diagnostic des opinions et priorités des citoyens.

Les opinions collectées n'ont pas été interprétées pour en saisir la pertinence ou la réalité. Aucune pondération n'a été faite non plus. Les seuls instruments d'analyse utilisés ont été la répartition selon les thèmes du guide d'entretien et le plan du rapport, d'une part, et la synthèse, d'autre part, en vue d'organiser les opinions collectées. L'objectif final de ce rapport est de permettre une élaboration plus précise des projets de société et des messages électoraux des partis politiques, par la disponibilité de l'esprit des citoyens (électeurs) tels qu'exprimés par ceux-ci. Une analyse de la situation socio-politique ou socio-économique par un parti politique va se limiter aux secteurs connus comme la santé, l'éducation et l'eau. Ces thèmes restent généraux. Par contre, l'expression directe par un citoyen ou une citoyenne permet à l'acteur politique de disposer de la pensée profonde du citoyen, et d'y répondre avec plus de précision,



en particulier par les messages politiques et les mots d'ordre.

Les opinions présentées dans ce rapport sont caractérisées par un décalage temporel. Ces opinions portent à la fois sur la situation précédant le soulèvement populaire et la conduite de la transition. Cet espacement n'apporte aucun désavantage quant aux objectifs de l'étude qui sont de proposer des repères aux politiques pour dialoguer avec le corps social.

La société civile trouve dans ce rapport un cahier de références sociales en vue d'évaluer les projets politiques et les messages des acteurs politiques.

# CHAPITRE I : OPINIONS SUR LA SITUATION ET LA MARCHÉ EN GÉNÉRALE DU PAYS

---

## *1. Evaluation de la situation/direction générale du pays par les citoyens*

**La situation/direction générale du pays en ce moment va mal, aux yeux de la plupart des citoyens. De nombreux problèmes socio-économiques et politiques sont recensés et attribués en priorité aux leaders et animateurs de l'ancien régime déchu, puis à toutes les composantes de la société sans exception (Etat, élus, opposition politique, syndicats, société civile et médias).**

Interrogées sur la situation et la direction générale du pays, la majorité des personnes rencontrées estime que les choses en général au Burkina Faso vont, en ce moment, dans la mauvaise direction. Les arguments sous-tendant cette opinion dominante sont divers et trouvent leur fondement au niveau social, économique et politique.

Au niveau de l'économie, la majorité des citoyens interviewés se fonde sur les problèmes suivants : la patrimonialisation de la richesse du pays par un clan<sup>2</sup>, l'insécurité grandissante liée au banditisme, la récurrence des cas d'injustice sociale, l'expansion alarmante de la corruption touchant la quasi-totalité des secteurs d'activités et la cherté de la vie.

Sur le thème de la gouvernance, les participants aux discussions ont soulevé les points suivants qui contribuent à la mauvaise gestion dans les nombreux secteurs : le manque d'honnêteté et d'intégrité, les détournements de deniers publics, le fait que les contractuels soient mieux payés que les fonctionnaires, les difficultés d'accès aux terrains à usage d'habitation et/ou de production et le manque d'effectivité de la gratuité prônée au niveau de l'enseignement de base.

A ces observations générales, s'ajoutent celles spécifiques des personnes vivant avec un handicap qui ont fait l'objet de focus groupes spécifiques. Il s'agit de : la baisse considérable de l'aide sociale aux personnes vivant avec un handicap, des promesses non tenues envers ces personnes en vue de faciliter leur accès aux fonds de soutien tels le Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes (FAIJ), le Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI), le Fonds d'Appui à la Petite Entreprise (FAPE), la non mise en application de la carte d'invalidité entraînant le non-respect des droits des personnes vivants avec un handicap.

Au niveau politique, la plupart des gens qui soutiennent que le pays va mal ont déploré l'implication du Burkina Faso dans tous les conflits de la sous-région. Certains d'entre eux, qui ont focalisé leur regard sur la situation actuelle de transition, ont également déploré le déphasage entre

les attentes post-insurrection et les actions des dirigeants de la transition, la tenue de discours populistes et les nominations contestées (cas des ministres Sagnon et Diéguemdé, le non-respect du grade dans les nominations dans l'armée par le Premier Ministre), le fait qu'aucun représentant de région autre que celle du Centre ne siège au CNT, la non prise en compte des préoccupations des populations dans la mise en œuvre de la transition. D'une manière générale aussi, la persistance de tensions entre partisans de l'ancien régime et dirigeants actuels, la suspicion des membres de l'ancien régime "*tirant les ficelles*" pour qu'échoue le processus de transition, l'insuffisance d'autorité et de liberté des dirigeants de la transition pour le traitement adéquat des dossiers en cours (crimes de sang, crimes économiques, justice sociale, réformes et réconciliation) sont les points d'achoppement soulignés par la plupart des citoyens rencontrés et méritant de retenir l'attention.

Par contre, d'autres citoyens, bien que minoritaires, apprécient positivement l'évolution des choses en général au Burkina Faso. Ils évoquent, pour justifier leur point de vue, la liberté d'expression, la liberté d'action syndicale, l'augmentation des indemnités au niveau de la grille salariale, l'augmentation de l'offre scolaire depuis le PDDEB par la construction d'infrastructures scolaires supplémentaires, la mise en place de fonds de soutien pour les femmes etc. L'appui au secteur informel, l'approfondissement de la démocratie avec la création d'un chef de file de l'opposition, le dynamisme de la société civile avec des revendications ayant abouti, la révision des salaires, sont considérés comme des points positifs. L'organisation tournante de la célébration de la fête de l'indépendance du pays impulsant le développement des régions et villes secondaires, l'impact positif de la décentralisation, le rôle capital joué par la société civile pour le changement obtenu, le respect du chronogramme de la transition, l'écoute et la consultation du peuple par l'actuel gouvernement, la paix et la stabilité dans le pays, la prise en compte des préoccupations des femmes et des jeunes par les dirigeants, la mise en œuvre d'un plan de communication du gouvernement facilitant l'accès du peuple à l'information, la crédibilité et la notoriété dont jouit le Burkina Faso d'aujourd'hui au niveau international.

Ceux qui se disent sans opinion tranchée, moins radicaux mais presque aussi nombreux que les premiers, ont néanmoins aussi développé des arguments tendant à faire croire que le pays ne va pas dans la bonne direction ou qu'il n'y a pas de changement positif majeur entre la période d'avant transition et celle actuelle. Selon eux, les 27 ans de règne de l'ex-Président Blaise Compaoré n'ont eu aucun effet sur leurs attentes. D'autre part, ils estiment que le peuple demande trop aux dirigeants de la transition. De leur point de vue, si les choses piétinent avec eux, c'est surtout parce que personne d'entre eux n'était préparé à assumer de hautes fonctions au sein de l'Etat après la chute de l'ex-président. Et aussi parce que le Régiment de sécurité présidentielle (RSP), soupçonnée d'être impliquée dans plusieurs assassinats politiques, conduit toujours d'une manière ou d'une autre la transition après le départ de leur « protégé ». Les personnes interrogées estiment aussi qu'il leur est difficile de se prononcer à cette étape du

processus de transition bien qu'ils ne relèvent aucun changement des conditions de vie depuis son avènement.

En somme, les avis recueillis sont majoritairement négatifs quant aux performances générales de l'Etat tant avant l'insurrection que pendant cette phase de transition. La population rencontrée désigne unanimement l'Etat, l'opposition politique, les syndicats, la société civile, les élus et les médias (tous les acteurs publics) comme étant responsables du déroulement positif ou négatif des choses. Toutefois, l'arrogance des anciens dignitaires, les membres de l'ex-parti au pouvoir, le CDP et les partis politiques du Front républicain, le système de gouvernance mis en place depuis plus de 20 ans par l'ex président Blaise Compaoré, son gouvernement et son petit frère François Compaoré sont les plus blâmés par rapport aux nombreux maux dont souffrent le pays actuellement et freinant son évolution positive. Cette opinion s'illustre par les propos : « Depuis l'accession de Blaise Compaoré au pouvoir, il a divisé la population en différents groupes. Tant que tu n'es pas de son côté tu ne peux pas manger. Cela prouve que la situation a commencé à se détériorer à partir de lui jusqu'à son départ »<sup>3</sup>.

## 2. Les sentiments et réactions exprimés par les citoyens à propos du soulèvement populaire

Concernant les événements récents qu'a vécu le pays, à savoir l'insurrection populaire, les citoyens rencontrés ont exprimé des sentiments et des réactions mitigés. Peur, frayeur, étonnement, surprise, déception, tristesse, regret, délivrance, joie, fierté, espoir, approbation, doute, goût d'inachevé, incertitude, sont autant de sentiments qui animent les uns et les autres. Les membres des focus groupes sont partagés entre plusieurs sentiments à la fois et parfois contradictoires.

La peur et la frayeur : « J'avais réellement peur. Vu que nous avons deux armées<sup>2</sup>, je craignais un affrontement. Mais bon, Dieu nous en a épargné de la guerre »<sup>4</sup>.

L'étonnement: « J'étais étonnée car ça été vite fait, mais j'ai aimé parce que ça va ouvrir les yeux des autres africains »<sup>5</sup>.

La déception, la tristesse ou le regret à l'annonce des morts par balles et aux dégâts matériels pendant l'insurrection. « Ce qui m'a choqué c'est la perte en vies humaines et la destruction des biens publics et privés »<sup>6</sup>.

<sup>2</sup> La référence concerne la situation au sein de l'armée burkinabé où le RSP est considéré comme une armée dans l'armée, disposant de moyens logistiques et d'avantages par rapport aux autres unités, ce qui aurait pu servir de motif à des antagonismes entre fractions de l'armée.

Des sentiments de délivrance, de joie, de fierté, d'espoir et de reprise du pouvoir par le peuple ont également été largement et fortement exprimés par nombre de personnes tendant à ressortir une fibre patriotique au niveau de la population. « Ce qui est arrivé les 30 et 31 octobre dernier, on attendait ça parce qu'on avait ras-le-bol. Ce qui est arrivé, nous ne le regrettons pas. On n'avait soif de renouveau et d'un bon renouveau »7.

« C'était une fierté pour moi que de voir ce qu'on croyait impossible se réaliser par les fils mêmes du pays. Tout le monde pensait que le régime qui était en place ne pouvait pas disparaître... mais ce jour-là, j'ai vu que chacun a retrouvé ses propres esprits et chacun a assumé sa responsabilité, son rôle de patriotisme, de citoyen burkinabè. Franchement c'était une bonne chose » 8.

« J'ai un sentiment partagé. D'une part, j'approuve ce qui s'est passé, car cela a mis fin à l'injustice d'un certain nombre de personnes ; surtout, lorsqu'on a duré au pouvoir, si on nous demande de partir, il faut partir tranquillement. D'autre part, je suis triste à cause des pertes en vies humaines et les dégâts matériels causés. Ce qui ne m'a pas plu aussi, c'est de dire qu'un tel a travaillé avec l'ancien régime, donc il faut forcément l'enlever même s'il est efficace. Tout en oubliant que nous sommes tous des burkinabé »9

Enfin, d'autres affirment garder le sentiment d'une révolution inachevée, de peur, de doute et d'incertitude parce que les attentes demeurent, en témoignent certains faits tels les grèves, les marches de contestation ou de revendication entre autres qui refont surface, le problème encore non résolu du RSP, le profond dédain exprimé à l'endroit des sbires de l'ancien régime déchu.

« Au début c'était un soulagement qu'on a eu, mais aujourd'hui avec la transition on est perdu. On ne sait pas vraiment sur quel terrain on danse. On ne sait pas comment celui qui va prendre va diriger, en fait on est dans l'incertitude »10.

« ...Les vampires qui ont sucé le sang du peuple pendant des années sont toujours en divagation au lieu d'être en prison; c'est irritant quand on les voit circuler librement »11.

« Moi j'étais content parce que avant j'avais trop peur. Je ne savais pas comment ça allait se passer parce que quand on voyait le cas de la Côte d'Ivoire et du Mali on était quand même inquiet. Mais pendant les événements là, moi j'étais content. Moi-même j'étais sorti ce jour-là. On a bien réagi. Présentement nous sommes dans le Burkina nouveau mais on constate aussi que ceux qui ont pris le Burkina nouveau (le pouvoir de transition) nous créent la peur actuellement. Ils ont commencé à nous faire peur encore. Donc jusqu'à présent on a toujours peur. Il faut qu'ils nous rassurent et nous montrent des signes de paix »12

### 3. La perception du gouvernement de transition et de son action

**Une perception globalement positive du gouvernement de la transition et de son action malgré de nombreux reproches et des suspicions à son endroit.**

La plupart des personnes rencontrées s'accordent à reconnaître le caractère provisoire, intérimaire du gouvernement de transition, à l'image « *d'un tuteur désigné pour veiller sur une famille en attendant l'arrivée du chef de famille* ».

Une grande partie d'entre elles le félicite et le qualifie de bon car composé en majorité de technocrates. D'autres perceptions positives se rapportent au fait que c'est « *un gouvernement consensuel, d'union nationale qui peut bien conduire la transition...* ».

D'autres interviewés aussi expriment de la tolérance et de la compréhension relatives au fait que « *le gouvernement de la transition n'est pas un gouvernement plein. Il y'a certains problèmes qu'il ne peut pas résoudre. C'est un devoir pour nous de le soutenir pour qu'il atteigne son objectif premier* »<sup>13</sup>. Aussi estiment-ils que « *la transition prépare le terrain pour ceux qui vont venir. Ce sont eux qui doivent achever ce que la transition a commencé* »<sup>14</sup>.

Toutefois, d'aucuns ont des perceptions négatives sur le gouvernement de transition. Ils lui affichent une étiquette religieuse ou lui attribuent des tares de « *copinage* », de « *favoritisme* » et d' « *opportunisme* » : « *c'est un gouvernement de protestants* »<sup>15</sup>, « *c'est un gouvernement de QG, de camarades, de compagnons, d'amis, de promotionnaires. Un gouvernement où on a priorisé ou mis en avant une religion par rapport à d'autres* »<sup>16</sup>.

Par ailleurs, le gouvernement de transition est parfois accusé de faire de fausses promesses et des déclarations pompeuses sans effet. C'est « *un gouvernement de bonnes intentions* », « *ils parlent beaucoup et agissent moins* ». D'autres estiment qu'il manque de liberté d'action et de marge de manœuvre : « *un gouvernement qui n'est pas libre* »<sup>17</sup>. « *On a l'impression que la transition est toujours gouvernée par l'ancien régime* »<sup>18</sup>. Certains, enfin, trouvent que ce gouvernement de transition a peur, manque de décision et agit parfois dans le tâtonnement.

Au titre des principales réalisations du gouvernement de la transition, depuis sa mise en place à nos jours, un certain nombre de citoyens mentionnent tour à tour : le rétablissement de l'ordre public et la sécurité, la continuité du fonctionnement des services et institutions, la stabilité, la quiétude du pays, la prise en compte de la volonté du peuple pour revoir les nominations contestées, la réouverture annoncée des dossiers pendants en justice (crimes de sang, crimes économiques), l'ouverture de la nouvelle cité universitaire de Bobo Dioulasso, la baisse du prix

du carburant et la levée de la fermeture des frontières du pays (les frontières avaient été fermées par mesure de sécurité suite à l'insurrection).

Cependant, une partie des populations rencontrées reproche au gouvernement de transition d'avoir négligé les dossiers pendant en justice, la cherté de la vie, la non arrestation et/ou l'emprisonnement des leaders du CDP et autres dignitaires du régime déchu pour enquêtes. En témoignent certains de leurs propos : *« Ce n'est pas un règlement de compte mais le gouvernement de transition devait normalement arrêter un certain nombre de personnes au niveau des leaders du CDP pour mener des enquêtes avant de les libérer. Moi je me dis que les événements tout récents avec le RSP (régiment de sécurité présidentielle) là, nous sentons que ce sont les mêmes personnes-là qu'on a laissé en liberté-là qui sont en train de vouloir manipuler de gauche à droite pour semer le trouble »* 19.

Dans le même ordre, la question de la réconciliation, la loi N° 013 (portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de l'administration publique), la révision des contrats d'exploitation minière, la gestion des mines, les fonds détournés à la SONABHY constituent des points d'une grande importance mais peu traités, selon elles, par le gouvernement de transition. Dans une moindre mesure, le retrait du monopole d'importation du riz, le gel des avoirs des dignitaires de l'ancien régime et enfin la concrétisation du mot d'ordre *« plus rien ne sera comme avant »* ont également été cités parmi les points ayant été négligés par le gouvernement de la transition.

Par contre, d'autres participants estiment qu'il est trop tôt pour apprécier l'action du gouvernement de transition, en témoigne ce propos : *« Moi je trouve que c'est trop tôt pour juger le gouvernement de la transition. Ils n'ont pas encore pu mettre en œuvre leur plan. Donc on ne peut pas dire vraiment voilà, ils ont dit qu'ils vont faire ci et ils n'ont pas fait ça, etc. C'est trop tôt pour les apprécier »* 20.

#### 4. *L'attitude des citoyens par rapport à l'avenir du pays*

***Une grande majorité des citoyens est optimiste quant à l'avenir du pays bien qu'une portion non négligeable se dise indécise (ni optimiste, ni pessimiste) et une minorité est pessimiste.***

Sondant leur attitude face à l'avenir du pays, la grande majorité des personnes rencontrées se dit confiante et optimiste quant à un futur prospère et radieux pour le Burkina Faso. Une bonne partie se dit indécise (ni optimiste, ni pessimiste) et une minorité pessimiste.

La grande majorité des citoyens optimistes fondent leur espoir et optimisme essentiellement sur un éveil de la conscience citoyenne au niveau de la population et les promesses de changements

annoncés par cette nouvelle ère et par les dirigeants actuels de la transition :

*« Nous sommes optimistes parce que nous avons l'espoir que le mot d'ordre "plus rien ne sera comme avant" sera respecté... Nous sommes optimistes parce que la jeunesse a pris conscience et le peuple a pris son destin en main »21.*

*« Auparavant, quand ça n'allait pas, on supportait. Mais quand on s'est levé en une seule journée, on a obtenu ce qu'on voulait. Cela veut dire que si ça ne va pas, il suffit qu'on se lève seulement »22.*

*« Nous fondons l'espoir en un lendemain meilleur parce que ce qui se passe déjà nous reconforte. Mais il faut qu'il y ait l'entente, la cohésion »23. « Il y'a désormais une grande conscience de la majorité du peuple »24.*

*« L'ex-président Blaise Compaoré nous a opprimés 27 ans durant, le fait qu'il soit parti nous donne l'occasion d'écrire nous-mêmes notre avenir (...) C'est maintenant que la démocratie commence au Burkina et la voix de chacun comptera dorénavant dans la conduite des affaires de l'Etat »25.*

*« Moi je pense que de la même manière qu'on est sorti pour marcher le 30 et le 31 octobre, s'il y a des salauds qui reviennent, on va ressortir pour marcher. Donc avec ça on va corriger les choses au pays et ça va aller »26.*

*« Les actions et l'engagement des citoyens préparent le futur président dans la bonne gestion du pouvoir »27.*

*« Moi je suis optimiste parce que je me rends compte qu'il y a l'éveil des consciences et actuellement quel qu'en soit ce qui se passe dans un petit endroit, le burkinabè est prêt à réagir. A travers tout ce qui se passe là, on suit ça dans les réseaux sociaux et les gens manifestent et revendiquent. . . . Donc en ce moment je suis optimiste parce que je pense à un changement. Les gens ont la conscience éveillée et ça peut aller . . . »28.*

D'aucuns fondent leur optimisme plutôt sur leur foi en Dieu et les croyances ou convictions qui les caractérisent : *« Moi je suis optimiste, je sais que le Burkina Faso va aller de l'avant puisqu'on se réfère toujours à Dieu. Je sais qu'avant l'insurrection toutes les communautés religieuses, tout le monde a prié pour qu'il y ait la paix. Et après l'insurrection, il y a toujours le même Dieu et les gens continuent de prier pour qu'il y ait la paix et le progrès au Burkina, ça va aller il n'y a pas de doute »29.*

*« Moi je suis optimiste parce que pour moi les vies ne peuvent pas s'enlever pour quelque chose et ça*

*va rester vain. Parce que lors de cette insurrection certains ont trouvé la mort, ça ne sera pas vain, notre pays va changer maintenant »30.*

Des personnes se disant ni pessimistes, ni optimistes quant à l'avenir du pays affirment ne pas savoir qui voter aux prochaines élections parce que la majorité des partis en présence étaient avec l'ancien régime. Aussi craignent-elles qu'une fois au pouvoir, ces partis et leurs leaders reviennent aux anciennes méthodes. Sans position tranchée pour l'instant, cette frange de la population attend que les élections se déroulent de manière transparente, démocratique et apaisée pour se prononcer et sortir de leur réserve : « *tout dépendra de ce que la transition va créer. Si elle fait de bonnes élections transparentes, équitables et libres, je pourrais maintenant dire ça va aller. Mais du moment où on ne sait pas. On dit quelque chose aujourd'hui et demain on dit autre chose, alors avec des caméléons comme ça, on ne peut pas se baser sur ça à 100% et puis dire que ça va aller »31.*

Pour les pessimistes, « *le RSP et le système Compaoré demeurent et si rien n'est fait, un régime néolibéral succèdera à celui déchu... »32.* « *...quand je prends le cas du RSP (régiment de sécurité présidentielle), ça c'est un vrai problème qui est là et qu'on ne sait pas comment résoudre. Pour qu'on puisse sortir de ce système-là, il faut vraiment une politique ou une stratégie bien murie »33.* Aussi, quelques citoyens mettent en avant la perte de l'autorité de l'Etat pour justifier leur pessimisme : « *Je suis pessimiste, parce qu'aujourd'hui, personne n'a peur du gouvernement. Auparavant, le gouvernement avait la force, les gens avaient peur de cette autorité »34.*

Un autre argument avancé par les pessimistes est l'absence d'amélioration de leurs conditions de vie, malgré le changement intervenu à la tête de l'Etat suite à l'insurrection : « *...aucun changement n'a été ressenti dans le quotidien du citoyen burkinabé depuis la mise en place des organes de la transition...»35.* « *Le pays n'a pas changé depuis 4 mois, et nous constatons que la période avant l'insurrection était meilleure pour nous. (...) un aspect important c'est le coût de l'essence. Se nourrir, se déplacer, voyager, tout cela coûte cher. Nous sommes obligées de vendre une orange à 100 F, une banane à 100 F. C'est cher mais nous n'avons pas le choix et en plus nous les écoulons difficilement. Donc, nous souhaitons qu'ils réduisent le coût de l'essence, car sans cela nous avons du mal à écouler nos fruits et légumes qui pourrissent»36.* Les personnes vivant avec un handicap ne cachent pas également leur pessimisme et leur amertume car se sentant délaissées, abandonnées à elles-mêmes par l'Etat et ses dirigeants.

Enfin, le manque de confiance aux hommes politiques et la peur que les dirigeants à venir cherchent d'abord à assouvir leurs intérêts personnels au détriment de celui du peuple expliquent le sentiment de suspicion qui anime certains citoyens quant à un futur radieux, prospère et harmonieux du Pays des Hommes Intègres. « *Les dirigeants à venir vont d'abord chercher à s'enrichir et à satisfaire leur intérêt personnel »37.* « *Moi mon inquiétude c'est que quand on voit les animateurs*

*actuels de la vie politique, on ne sait pas qui dit la vérité, on ne sait pas qui est juste, qui est faux. Cela fait que moi vraiment je n'ai pas l'espoir »38.*

## **5. Les attentes et les aspirations des citoyens vis-à-vis des dirigeants actuels et de ceux d'après les élections**

Les échanges dans les différents focus groups de citoyens visaient à recueillir aussi leurs attentes et aspirations vis-à-vis des dirigeants actuels de la transition et des futurs dirigeants à venir après les élections. Les opinions recueillies présenteront d'abord celles adressées au gouvernement de la transition, ensuite celles concernant les dirigeants à venir après les élections, avec quelques spécifications vis-à-vis du futur président et des futurs députés et maires.

- a) Les élections, la planification du développement et la communication, comme priorités majeures identifiées par les citoyens pour le gouvernement de la transition*

Etant conscientes des efforts fournis par l'équipe gouvernementale actuelle pour conduire au mieux le processus de transition, les populations sont, à l'unanimité, d'avis que celui-ci devrait concentrer spécifiquement ses efforts pour l'organisation des élections libres et transparentes (présidentielle et législatives) à venir et d'une manière générale pour la planification du développement du Burkina Faso en établissant une feuille de route pour chaque département ministériel. Ainsi, le futur gouvernement œuvrera à leur mise en œuvre. Dans les attentes des citoyens, le gouvernement de transition gagnerait à intensifier son plan de communication avec la population afin de pallier les insuffisances relevées çà et là bien que les efforts fournis en la matière aient été reconnus et fort appréciés.

- b) La santé et l'éducation sont majoritairement identifiées comme deux domaines d'actions prioritaires à prendre en compte par les futurs dirigeants qui seront bientôt élus.*

Lorsqu'il s'est agi de recueillir les deux domaines d'actions prioritaires du futur gouvernement, prioritairement les domaines sociaux tels la santé et l'éducation ont été cités, suivis de l'économie et la bonne gouvernance, la justice et l'emploi des jeunes, la lutte contre la corruption et l'urbanisation. Toutefois, les secteurs spécifiques de l'élevage et de l'agriculture ont été cités avec insistance par certains au regard de la place qu'ils occupent respectivement dans l'économie du pays. Il se dégage indéniablement le souci d'œuvrer à la promotion de la paix pour que toutes les actions entreprises concourent à l'atteinte des objectifs de développement qui seront fixés dans la continuité du processus de décentralisation.

c) *Attentes spécifiques vis-à-vis du futur président*

Forts de l'impact de l'insurrection des 30 et 31 Octobre 2014, les citoyens attendent unanimement que le nouveau président mette en œuvre le programme pour lequel il aura été élu et qu'il fasse mieux que le Président déchu. Plus spécifiquement, il lui faudra respecter strictement la constitution, être à l'écoute du peuple et prendre en compte toutes les couches sociales sans exception (étudiants, agriculteurs, secteur informel, femmes, jeunes, personnes vivant avec un handicap...). Il devra s'entourer d'une équipe gouvernementale rompue à la tâche. Cette équipe devra en outre promouvoir la bonne gouvernance, et appliquer la révision de la loi N° 013 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique. Aussi, il lui est demandé de s'attaquer aux secteurs sociaux prioritaires comme la santé, l'éducation, l'économie et le secteur rural (agriculture, élevage).

d) *Attentes spécifiques vis-à-vis des futurs députés et maires*

La plupart des citoyens qui se sont exprimés ne souhaitent pas voir la chefferie coutumière s'afficher politiquement encore moins occuper des postes politiques de député ou de conseiller municipal. Pour les députés et les maires, il serait souhaitable qu'un profil soit établi précisant le niveau d'instruction minimum requis : « *plus de députés, ou de maires analphabètes !* ». La rigueur doit être de mise pour une gestion transparente et une bonne gouvernance durant leur mandat. Certains ont même recommandé que des lois soient adoptées pour sanctionner les erreurs et fautes graves commises par ces élus. Il est également souhaité et attendu que ces élus soient à l'écoute du peuple, qu'ils servent le peuple et non se servent eux-mêmes comme le faisaient leurs prédécesseurs et surtout qu'ils tirent les leçons des récents événements (insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014). Il a été préconisé qu'ils aient l'humilité d'accepter les critiques du peuple, qu'ils privilégient le dialogue pour une paix et un développement durable en promouvant l'égalité des chances pour tous. La proximité des élus et leur accessibilité par les populations sont également jugées indispensables. Pour ce faire, les députés et les maires devraient, de l'avis des citoyens, non seulement éviter le cumul de postes mais aussi résider dans leurs régions et communes d'élection.

En somme, les attentes vis-à-vis des dirigeants sont multiples mais concourent toutes à un même idéal et une aspiration commune : la prise en compte de toutes les préoccupations des populations en tenant compte du genre et le respect de leurs engagements. Décriant le manque de considération qu'on leur porte, des personnes vivant avec un handicap, rencontrées dans la ville de Ouagadougou, ont lancé ce propos qui sonne comme un avertissement à prendre en compte par tous les dirigeants : « *Que ce soit les responsables de la transition ou ceux qui seront élus, il faut qu'ils respectent leurs engagements vis-à-vis de nous. Aujourd'hui c'est le jour de s'exprimer. On va suivre la transition pour voir. Si elle n'a pas le pouvoir d'arranger on verra ceux qui vont venir après les élections pour savoir si notre considération va évoluer positivement...* »<sup>39</sup>.

## CHAPITRE II : ANALYSES CITOYENNES SUR LES QUESTIONS SECTORIELLES DU DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE DU PAYS

---

### I. L'ECONOMIE

Interrogés sur l'économie, la majeure partie des groupes de citoyens a estimé que, d'une manière générale, elle va dans la mauvaise direction. Les raisons avancées peuvent être regroupées comme suit.

L'économie burkinabè souffre de la mauvaise répartition et gestion des biens et fruits de la croissance. En effet, les citoyens sont unanimes que notre sous-sol est riche et que le pays connaît présentement un boom minier, le classant d'ailleurs 4<sup>ème</sup> producteur mondial d'or. Seulement, relèvent-ils, la répartition des fruits de la croissance est inégale et les populations vivent toujours dans la pauvreté. Les difficultés d'accès aux crédits pour la mise en œuvre d'activités économiques, les détournements des aides faits aux agriculteurs à des fins personnelles, le manque de moyens de production, le manque de débouchés pour la commercialisation des productions et les actions dévastatrices des animaux, freinent la modernisation de l'agriculture, plongent le monde agricole dans le désarroi et font des burkinabè plus des consommateurs que des producteurs. Le comble, renchérissent d'autres citoyens, c'est la fermeture d'usines pourvoyeuses d'emplois comme FASO FANI à Koudougou et la baisse du prix du baril du pétrole qui ne se ressent malheureusement pas au Burkina Faso.

Les citoyens estiment que les richesses du pays sont entre les mains d'une minorité, à savoir l'ex-président Blaise Compaoré, sa famille et leurs proches. Ceux-ci sont propriétaires des grandes sociétés et des moyens de productions. Ils se sont même accaparés les terres arables les plus fertiles pour développer l'agro-business au détriment de l'agriculture de subsistance qui fait vivre la grande majorité des populations en milieu rural. Ils sont propriétaires de grands immeubles, roulent dans de grosses voitures tandis que la majorité meurt de faim. Pire, l'économie dépend de l'aide publique au développement : *« sans l'extérieur, on ne peut rien faire pour se développer »*<sup>40</sup>.

Il a été également évoqué le sujet des revenus. Les salaires que les personnes interrogées trouvent très bas, contrastent avec les prix des denrées comme le riz, le maïs, le sucre, l'huile etc., toujours en hausse continue, rendant la vie chère. La conséquence immédiate est que certains fonctionnaires développent des activités commerciales pour pouvoir *« joindre les deux bouts »* quand bien même la loi le leur interdit.

Les populations n'ont pas manqué de citer largement la corruption qui entretient l'injustice et renchérit la vie étant donné que, même pour se faire dresser un acte administratif, l'agent attend qu'on lui donne de l'argent alors que la situation financière de la population n'est déjà pas reluisante.

Toutefois, si l'économie du pays se porte mal aux yeux de la majorité des citoyens, ceux-ci n'ont pas manqué de relever quelques aspects positifs. Il s'agit de l'augmentation et du paiement régulier des salaires dans la fonction publique, du développement de l'agriculture avec les productions maraichères, les zones rizicoles, les cultures de contre saison, de l'élevage avec la disparition de certaines maladies des animaux et de l'art. Les agriculteurs apprécient les actions entreprises en leur faveur parmi lesquelles l'opération 1000 charrues, la mise à disposition d'engrais, l'octroi d'ânes et de bœufs de traction de même que la création de la SONAGESS qui permet d'avoir les céréales à moindre coût : « avec 6000 FCFA par exemple, tu as un sac de riz »<sup>41</sup>. Par ailleurs, l'amélioration des conditions et du cadre de vie avec l'existence des moyens de locomotion, de communication et de transport (motos, véhicules, téléphones...), l'électrification villageoise et les habitats en tôles sont autant d'aspects positifs cités par certains participants des groupes de discussions.

Par ailleurs, ceux-ci voient dans la réduction des émoluments des membres du Conseil National de Transition, la nomination de personne de bonne moralité<sup>42</sup> pour lutter contre la corruption et la privatisation de certaines sociétés d'Etat, un espoir de redorer l'économie du pays.

En ce qui concerne l'emploi des jeunes, des actions comme la formation en techniques de recherches d'emploi, la création de centres de formations professionnelles, la création de fonds pour la promotion de l'emploi, sont fort appréciées dans la mesure où elles inculquent l'esprit d'entreprise aux jeunes. Ces actions se trouvent renforcées par l'accroissement des domaines de compétition dans les concours de la fonction publique, la mise en place du programme de volontariat et le recrutement massif des jeunes pour les travaux à HIMO (haute intensité de main d'œuvre) et les VADS (volontaires adjoints de sécurité).

En définitive, des efforts restent à faire pour améliorer l'économie et les populations n'ont pas tari de recommandations à cet effet. Il faut, pour améliorer l'économie, disent-ils, mettre l'accent sur les secteurs porteurs parce que « *quoi qu'on dise, les mines qui constituent l'essentiel de notre économie, s'épuiseront* »<sup>43</sup>. Pour ce faire, il faut développer et diversifier des secteurs comme l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et la culture, valoriser les produits locaux par la création d'usine de transformation et inciter des populations à consommer la production locale. Cela devra s'accompagner de moyens de production agropastorale modernes, d'une réduction des coûts des intrants afin d'accroître la production et d'un renforcement des infrastructures routières pour faciliter l'écoulement. Il faut aussi, d'une part, redoubler d'efforts sur la formation

professionnelle « *parce qu'une personne bien formée peut développer des initiatives personnelles* »<sup>44</sup>, et, d'autre part, octroyer des crédits aux femmes et aux jeunes pour la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus.

L'épineuse question de l'emploi des jeunes est aussi à prendre à bras le corps en promouvant l'entreprenariat des jeunes car, disent-ils « *Chaque jour on chante que les jeunes sont l'avenir du pays mais de quel avenir s'agit-il si ceux-ci n'ont pas d'emploi ?* »<sup>45</sup>. Les jeunes militent pour des emplois plus décents et à temps plein, la réduction des conditions d'accès aux fonds par la suppression du parrainage et des garanties. Les jeunes, beaucoup victimes des licenciements abusifs dans les mines, demandent au gouvernement d'être plus regardant dans ce secteur.

Il faut en outre mettre en place une bonne gouvernance politique et économique. En effet, pour une économie profitable à tous, les citoyens pensent qu'il faut un bon gouvernement et des agents consciencieux du bien commun au sein de l'administration, lesquels travailleront à réduire le train de vie de l'État et à baisser les coûts des denrées alimentaires de première nécessité et des hydrocarbures. Cette étape passée, il faut voter rapidement la loi sur le délit d'apparence afin d'asseoir une gestion transparente en combattant l'impunité, la corruption et les détournements de deniers publics, tout en ayant dans le viseur l'organisation des états généraux sur l'économie et les finances. Dans cette même logique, les biens emportés par les membres de l'ancien régime sont à retirer, avouent d'autres. Afin de mettre fin à la patrimonialisation de l'économie, nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut revoir les clauses des contrats miniers et le code minier « *parce que ceux qui exploitent l'or, tuent notre économie ; le pays ne gagne rien* »<sup>46</sup>. Il faut ensuite renationaliser les sociétés privatisées pour créer davantage d'emplois et éviter l'évasion de nos capitaux vers l'extérieur. Enfin, il faut libéraliser le secteur de l'import-export car les grands commerçants détiennent des monopoles sur les produits, même de première nécessité, si bien que leurs coûts sont excessifs et rendent ces produits inaccessibles aux populations. Dans le même ordre d'idée, il s'avère indispensable de mettre fin à l'incivisme fiscal.

Pour que tout cela se réalise, les populations et la société civile doivent jouer le rôle de veille et d'interpellation des décideurs et avoir une préférence pour les produits locaux. Quant au gouvernement et les partis politiques, ils doivent avoir une volonté politique parce que sans elle, toutes les bonnes initiatives n'aboutiront pas.

## 2. L'ÉDUCATION

La quasi-totalité des citoyens rencontrés pense que l'éducation va mal et se détériore. Les raisons évoquées pour justifier cette opinion ont trait aux constats ci-dessous.

- *Le recrutement, la formation et la rémunération des enseignants*

Le niveau BEPC requis pour être enseignant est très bas. A ce stade d'instruction, les candidats enseignants ne sont pas suffisamment outillés pour embrasser une carrière d'éducateurs. D'ailleurs, beaucoup deviennent enseignants après de longues années passées hors d'une salle de classe. Ce faux départ se trouve aggravé par l'insuffisance du recyclage et de la formation continue après l'ENEP. On assiste à des ouvertures tous azimuts d'établissements privés avec des frais de scolarité très élevés mais dont l'enseignement à certains endroits n'est pas de qualité. Au niveau supérieur, le rôle de l'enseignant aujourd'hui à l'université, avec les salaires de misère qui ne les stimulent pas, se limite assez souvent à donner des cours photocopiés aux étudiants suivis de lecture et d'explication ou de projection.

- *L'inadéquation des programmes et des réformes éducatives*

Au niveau primaire, les personnes interrogées disent que le contenu des programmes scolaires date de la Révolution, et est donc très révolu avec des emplois du temps surchargés qui ne permettent pas un travail convenable. En outre, la réforme dite « d'éducation accélérée<sup>47</sup> » avec son système de gratuité de la scolarisation et des manuels scolaires n'est qu'une farce, avouent certains. Le fait de ne plus faire doubler de classe à un écolier a contribué à faire régresser le niveau de l'enseignement au Burkina Faso, faisant dire à certains qu'il s'agit plus « d'une alphabétisation que d'une éducation de qualité<sup>48</sup> ». De plus, la gratuité a de graves limites en ce sens que certains parents d'élèves n'arrivent pas à honorer la cotisation APE, surtout en milieu rural. Plus grave encore, affirment d'autres, les manuels remis aux écoles sont de piètre qualité car s'usant vite et les parents sont contraints de les renouveler. Alors « où se trouve la gratuité ? », s'interrogent-ils. Tertio, jusque-là « il y a des écoles qui n'ont toujours pas reçu leur dotation alors que nous sommes au milieu du second trimestre de l'année »<sup>49</sup>. Cet état de fait, les enseignants l'imputent à l'Etat qui a décidé que la dotation des circonscriptions de l'enseignement de base soit faite par les mairies qui misent moins sur la qualité que sur l'affairisme. « L'autre mal de notre système éducatif, c'est leur affaire de continuum là. Un enfant qui ne peut pas écrire son nom, ni parler un bon français, on dit qu'il passe en 6<sup>ième</sup>. Est-ce que ça là c'est bon ?! »<sup>50</sup>. S'exclament des populations qui ont condamné fermement ce système dont la mise en œuvre est précipitée parce que jusque-là il y a des localités où les élèves ne vont toujours pas à l'école faute de salles de classe et d'enseignants. « Le comble, c'est qu'on interdit maintenant de frapper les enfants à l'école. Avec ça ils n'ont plus peur des enseignants et ils ne travaillent plus en classe »<sup>51</sup>, semblent regretter certains enseignants.

Au niveau supérieur c'est le système Licence Master Doctorat (LMD) qui est sévèrement critiqué par les populations rencontrées, car, disent-elles, nos universités ne disposent pas de moyens matériels et d'infrastructures adéquates pour sa mise en œuvre. Les étudiants déplorent

l'inadéquation entre la formation théorique et la pratique d'une part et entre l'offre de formation et l'emploi d'autre part.

- *L'insuffisance des moyens, les revendications sociales et le non-respect de l'éthique professionnelle*

Le système éducatif burkinabé souffre aussi de l'insuffisance des infrastructures, du personnel et de matériel. Les écoles ont un besoin criard de salles de classe (on dénombrerait 3000 écoles sous paillotes) et les universités d'amphithéâtres. Conséquence, les effectifs sont pléthoriques dans les salles de classe, obligeant souvent des écoles à opter pour l'enseignement multigrade<sup>52</sup>. Il y a également la mauvaise répartition du personnel enseignant. Pendant que dans les grandes villes certaines écoles débordent d'enseignants, plusieurs zones reculées sont en manque. Les étudiants se plaignent de l'insuffisance et du manque de qualité des plats servis dans les restaurants universitaires. Toutes ces lacunes engendrent des revendications sociales chez les enseignants et les élèves/étudiants, sur fond de grèves à répétition, et offrent l'occasion aux politiciens de récupérer la situation en instrumentalisant les élèves et les étudiants. Chez certains enseignants, on note aussi un manque de vocation et de moral qui se traduisent par des absences, parfois en longueur de jours, surtout dans les établissements publics, et des pratiques d'harcèlement sexuel sur leurs élèves.

- *La pauvreté, et la corruption*

L'impossibilité pour certaines familles de s'offrir au moins deux repas par jour, fait reposer l'espoir des écoliers sur les associations humanitaires, comme Catholic Relief Services (CRS). Malheureusement cette année 2015, certaines écoles n'ont pas reçu de dotation en vivres. Alors, certains écoliers s'absentent ou sont contraints de rester le ventre vide toute la journée et cela perturbe leur attention en classe.

Le système éducatif ne semble pas non plus à l'abri de la corruption qui se manifeste par des recrutements d'enseignants par complaisance et non par compétence, le détournement et la vente des places des pauvres aux plus nantis. Tout cela paralyse le système éducatif.

En définitive, tous ces nombreux problèmes répertoriés dans le secteur éducatif ont fait dire à certains que « *l'Etat a démissionné de l'enseignement* » <sup>53</sup>.

- *Toutefois des améliorations ont été constatées, foi de certains citoyens, qui s'expliquent en ces termes.*

Il s'agit notamment de l'existence de beaux textes réglementaires, la gratuité de la scolarité et des manuels scolaires, malgré les insuffisances, la prolifération des écoles de formation des enseignants partout au Burkina et l'ouverture d'écoles qui contribue à accroître le taux de scolarisation, l'institution de la tenue scolaire qui brise les différences entre les élèves.

Afin de redonner au système éducatif la place qui lui échoit dans le développement du pays, les propositions et recommandations des citoyens sont les suivantes. D'abord, il faut réformer le système éducatif en vue de le réadapter à nos réalités socioculturelles actuelles. Cela pourrait se faire en organisant les états généraux sur l'éducation avec la participation de tous les acteurs (élèves et étudiants, parents d'élèves, enseignants) pour recueillir les préoccupations de chaque acteur du système éducatif. Sont à prendre en compte dans cette réforme, les programmes scolaires, la formation continue et le recyclage des enseignants, la suppression pure et simple du continuum, l'inventaire des établissements privés afin de déceler les mauvais établissements et plafonner les frais de scolarité dans tous les établissements privés.

Ensuite, il faut relever le niveau des enseignants en imposant le niveau de la classe de terminal pour postuler au concours de recrutement des enseignants du primaire, rehausser les salaires des enseignants et améliorer leurs conditions de travail, surtout pour ceux qui exercent en milieu rural, remettre aux circonscriptions d'enseignement la gestion des fonds destinés à l'acquisition des manuels. Des salles de classe doivent être construites et davantage d'enseignants recrutés sur la seule base de leur compétence. Certains penchent pour un retour du fouet à l'école. Enfin, il faut promouvoir la pratique des métiers à l'école et mettre l'accent sur l'enseignement technique.

De l'avis des citoyens rencontrés, chacun doit s'y mettre pour que le pays parvienne à améliorer l'éducation. Le gouvernement, à travers le ministère de l'éducation qui fixe les priorités, doit avoir une vision qui prend en compte l'aspiration des acteurs tout en refusant les partenariats techniques et financiers en inadéquation avec nos réalités. Les enseignants avec leurs syndicats et les inspecteurs doivent, à leur tour, déceler les goulots d'étranglement et faire des propositions au gouvernement. Quant aux parents, ils doivent avoir à l'esprit que l'éducation commence à la maison et s'évertuer à suivre leurs enfants. Ce suivi s'avère nécessaire à la fois pour l'enseignement même, mais aussi lorsque les enfants sont la cible des partis politiques, en particulier pour faire la part des choses entre revendications scolaires et/ou académiques et instrumentalisation politicienne.

### 3. LA CORRUPTION

Sur la corruption, la grande majorité des citoyens pensent qu'elle s'empire et que la lutte contre le phénomène connaît peu de succès. De leur point de vue, « *la corruption est une gangrène. Elle est comme les œufs d'une poule qui éclosent* ». Pour justifier leur point de vue, ceux-ci évoquent et déplorent les problèmes ci-dessous.

- *L'impunité et l'injustice*

La corruption s'empire par ce que les rapports produits par des structures comme le réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC), sur des cas de corruption d'individus ou d'institutions, les rapports de la Cour des comptes et d'autres corps de contrôle de l'Etat incriminant des agents de l'Etat, n'ont jamais connu de suite judiciaire. Le cas de l'ex directeur général des douanes, Ousmane Guiro est très évocateur de l'impunité au Burkina Faso. Plutôt qu'une sanction, les auteurs d'actes de corruption sont promus à de hautes fonctions et reçoivent des décorations. Les achats de conscience, les exigences faites à des opérateurs économiques de financer des campagnes contre l'acquisition de marchés publics à leur profit, sont des actes de corruption que vivent les citoyens lors des compétitions électorales. Qui plus est, la société elle-même semble légaliser la corruption car ceux qui agissent autrement sont vus d'un mauvais œil.

*« Si tu es directeur général dans un service et qu'à la fin de ton mandat, tu n'as pas une belle voiture et des villas, les gens vont t'indexer et dire que celui-là ne vaut rien »<sup>54</sup>.*

Au niveau des services judiciaires que sont la police et la gendarmerie, la corruption bat son plein en ce sens que les agents se font soudoyer. Conséquence, la victime est écrouée et le coupable relâché. Tout cela est aggravé par l'absence de dénonciation car ceux-là mêmes qui luttent contre la corruption sont corrompus.

- *Les dysfonctionnements et le non-respect de l'éthique professionnelle*

A ce niveau, les citoyens déplorent les agissements de certains agents véreux qui exploitent les usagers en leur faisant payer indument pour des actes administratifs normalement gratuits (concussion). L'une des plaies de notre administration, c'est aussi les affectations de complaisance et la passation des marchés en méconnaissance des règles et procédures. C'est le favoritisme triomphant. « *Si tu as un dossier et tu ne déposes pas un caillou là-dessus, le vent va l'emporter* »<sup>55</sup>, renchérissent certaines populations. Dans le domaine de l'emploi, ce n'est plus le mérite qui compte mais les relations : « *si tu ne connais pas quelqu'un dans la boîte, tu ne peux pas être recruté* ».

- *Toutefois des améliorations ont été constatées, foi de certains citoyens, qui s'expliquent en ces termes.*

Néanmoins une minorité de gens estime qu'il y a de l'amélioration dans la lutte contre la corruption et se fondent sur l'existence des structures indépendantes de contrôle comme le REN-LAC et la création des corps de contrôle de l'Etat comme la Cour des Comptes, l'Autorité Supérieure de Contrôle de l'Etat qui accomplissent d'importantes actions de sensibilisation dans les médias. Ils y ajoutent la publication régulière des cas de corruption dans les journaux de la place et l'existence de numéros verts à l'usage des populations pour dénoncer les cas de corruption.

Pour les citoyens, la lutte contre la corruption ne saurait être gagnée tant que la pauvreté demeurera car elle en est la première cause. Ils proposent donc, de lutter d'abord contre la pauvreté en relevant les salaires, en réduisant les coûts des denrées de première nécessité et en diminuant le train de vie de l'Etat. Ils pensent en outre qu'en rehaussant le niveau de l'économie cela permettra à chaque citoyen d'avoir une vie décente. Il faut créer des emplois pour les jeunes tout en veillant à ce que les fruits de la croissance soient distribués équitablement. Ensuite, il faut éduquer la population sur la citoyenneté et le respect du bien public pour qu'elle soit plus responsable.

*« Il faut d'abord que les gens prennent conscience de ce que l'on est. D'abord qu'est-ce que le Burkinabè ? On dit que c'est l'intégrité. Il faut que chacun devienne intègre, un vrai Burkinabè, et là on saura que la corruption pourra finir. Mais tant qu'on ne voudra pas reprendre l'intégrité comme notre identité, notre valeur, la corruption ne pourra jamais diminuer, encore moins finir. Il faut absolument que tout le monde soit intègre »56.*

Puis, il faut sanctionner sans détours, les cas de corruption cités dans les différents rapports, voter la loi sur le délit d'apparence, faire de la déclaration des patrimoines, avant l'entrée en fonction des agents commis à certaines fonctions, une réalité et instituer au sein de chaque service public des contrôleurs internes. Enfin, l'on doit œuvrer pour une réelle indépendance de la justice et trouver un système pour que le contrôleur général ne soit pas nommé, mais élu, et soit indépendant pour mener ses investigations. D'aucuns proposent de poser des caméras cachées dans les bureaux et d'instaurer un système de gouvernement social, parce que c'est le capitalisme avec la recherche du matériel qui accentue la corruption.

En avant-garde du combat pour la réduction de la corruption, les citoyens citent la société civile qui doit interpeller l'Etat et conscientiser les populations à la base car c'est de là que viennent les corrompus. Les organisations de la société civile devront être soutenues dans cette

démarche par les parents qui doivent mettre l'accent sur l'éducation civique et morale dans les familles. Ensuite, viennent les dirigeants et les partis politiques qui doivent avoir une réelle volonté politique et œuvrer à ce que la justice soit libre.

#### 4. LA JUSTICE

Interrogée sur le système judiciaire, une grande majorité des citoyens pense qu'il se porte mal et en veut pour preuves, les constats ci-dessous.

- *L'absence de séparation des pouvoirs*

Au Burkina Faso, il y a interférence de l'exécutif dans l'organisation du pouvoir judiciaire. En effet, le Président du Faso est aussi le président du Conseil Supérieur de la Magistrature. Cette situation prend en otage l'indépendance de la justice. En conséquence, il y a trop de dossiers pendants, le droit n'est jamais dit et les citoyens se plaignent permanemment. Les citoyens s'interrogent sur le pouvoir d'auto saisine du ministère public car ne comprenant pas son mutisme et son inaction face aux crimes devenus nombreux.

- *La corruption dans l'appareil judiciaire*

La corruption au sein de la justice ne fait l'ombre d'aucun doute, à en croire les citoyens. Pour eux, la justice n'est pas accessible aux pauvres qui d'ailleurs ont toujours tort. Les juges ne s'acharnent que sur les « petits dossiers » (voleurs de mouton, de chèvres) oubliant les grands délinquants qui, souvent, ont des protecteurs au sein de la justice ou à un haut niveau de responsabilité dans l'appareil étatique. Par conséquent, certains délinquants sont, dans le meilleur des cas, incarcérés pour la forme puisque libérés quelques temps après, dans le pire des cas, ils ne sont même pas inquiétés. Alors, mépris et méfiance vis-à-vis de la justice s'installent chez les justiciables, « *des voleurs, pris la main dans le sac nous narguent dans la ville* »<sup>57</sup>, laissant place à la justice populaire avec son lot de lynchage, de lapidation et autres traitements inhumains jusqu'à ce que mort s'en suive.

Les citoyens déplorent également le fait de masquer le visage des délinquants arrêtés quand on les présente à la presse. « *On ne peut pas les démasquer afin de s'en méfier ou de les dénoncer. Dans cette situation, on peut même leur offrir l'hospitalité sans s'en rendre compte* »<sup>58</sup>.

- *L'insuffisance du personnel judiciaire et l'ignorance de la loi*

Pour certains citoyens, le personnel de la justice est en nombre insuffisant. Toute chose qui alourdit les procédures judiciaires et complique l'acquisition de certains documents comme les casiers judiciaires, les certificats de nationalité. A cela s'ajoute l'ignorance des textes, des procédures et des termes juridiques par les populations. Cette ignorance des textes rend difficile la compréhension de certains actes de justice, souvent interprétés à tort comme étant de l'injustice. Profitant de cette ignorance, des gardes de sécurité pénitentiaire, peu consciencieux, extorqueraient de l'argent aux visiteurs plutôt que de les renvoyer chercher le permis de communiquer au palais de justice <sup>59</sup>. Des citoyens s'insurgent contre les agissements de la police ou de la gendarmerie dont certains agents infligent des sévices corporels à des citoyens lors de leur interpellation.

- *Toutefois des améliorations ont été constatées, foi de certains citoyens, qui s'expliquent en ces termes.*

Certaines améliorations ont été notées par une minorité de citoyens qui ne doutent pas que les juges soient bien formés et animés de la volonté de bien faire leur travail. Ils apprécient aussi l'accessibilité des juges et l'accueil convivial qui existent depuis la transition, l'obtention de plus en plus facile des actes comme le permis de communiquer, le casier judiciaire et le certificat de nationalité. Certains apprécient les efforts dans la répression et le jugement du grand banditisme et d'autres la répression du mariage forcé et la lutte contre le rapt des jeunes filles.

Cependant, pour une amélioration du système judiciaire, les uns pensent qu'il faut parvenir à une vraie séparation des pouvoirs, gage d'indépendance et d'impartialité des juges, à qui il faut assurer protection. Cela passe d'abord par la diminution des pouvoirs constitutionnels du président du Faso en le déchargeant de la présidence du Conseil Supérieur de la Magistrature dont les membres devront être élus parmi les magistrats les plus intègres. Ensuite, la désignation des juges dans les hautes fonctions de la magistrature doit dorénavant être fondée sur la compétence et l'intégrité et non plus sur les accointances avec le régime en place. Enfin, il faut renforcer les enquêtes de moralité avant l'entrée en fonction des agents de la justice, car la justice est truffée de brebis galeuses. Il faut aussi dénoncer les agents corrompus et sévir, et rouvrir rapidement les dossiers pendants. Reprenant les propos du Pr. Laurent BADO qui disait que « *les juges devraient jurer sur le fétiche de leur village plutôt que sur la constitution, parce que la constitution ne tue pas* » <sup>60</sup>, ils espèrent que la justice sera égale pour tous.

Pour certains, les magistrats font un usage abusif de « l'outrage à magistrat » et ont besoin d'être recadrés. Ils proposent que les textes de droit soient traduits en langues locales pour que les

populations puissent se les approprier et que les journées portes ouvertes sur la justice soient multipliées pour permettre aux usagers de connaître son organisation et son fonctionnement. Pour résoudre le problème de l'inaccessibilité de la justice aux pauvres, ils proposent une restauration des tribunaux populaires ne serait-ce que pour un temps limité.

De l'avis des citoyens les acteurs les mieux placés pour résoudre les questions du système judiciaire sont les élus. En réduisant le pouvoir constitutionnel du chef de l'Etat, et en responsabilisant les juges eux-mêmes car comme on le dit « *le meilleur messenger dans une prison, c'est le prisonnier* »<sup>61</sup>. Le gouvernement et tout l'appareil judiciaire doivent être impliqués car c'est de leur rôle que d'instaurer une vraie séparation des pouvoirs. Enfin, tous sont unanimes que la population doit coopérer car « *le juge n'est pas un charlatan pour imaginer ce qu'il y a et sanctionner* »<sup>62</sup>

## 5. LA SANTE

Plus de la moitié des citoyens interrogés affirment que le système de santé ne s'améliore pas dans le pays tandis qu'un peu plus du tiers estime le contraire. Les raisons suivantes sont avancées par les tenants de la première idée.

- *La tarification des actes médicaux, la qualité des prestations et l'accès aux soins*

Ici au Burkina Faso, quand on parle de santé « *on ne parle plus de patients mais de clients parce que l'objectif n'est plus de soigner les populations mais de faire rentrer l'argent* »<sup>63</sup>. C'est dire à quel point les populations sont mécontentes du système de santé. Elles en veulent pour preuves les coûts élevés et la mauvaise qualité des prestations qui font que certains rechignent à se rendre dans les centres de santé, faisant ainsi place à l'automédication avec les conséquences possibles. L'absence des premiers soins d'urgence est aussi une des caractéristiques du système de santé. Par le passé, cela existait mais le comportement de certains patients ou leurs accompagnants qui ne soldaient pas leurs factures dans les centres de santé, a fait que les hôpitaux n'arrivent plus à rendre disponible les produits d'urgence, ou à tout le moins, réservent ces produits pour certains cas d'indigence. La cherté des produits pharmaceutiques, face aux maigres revenus des populations, provoque une ruée massive sur les médicaments de la rue et la pharmacopée non attestée ; toute chose qui crée l'insécurité et aggrave l'état déjà précaire de la santé des populations.

- *Les normes en santé, l'éthique et la déontologie professionnelle*

Pour le bon fonctionnement d'un centre de santé, il y a des normes à respecter en ce qui concerne le personnel et les infrastructures. Cela ne semble pas être le cas des centres de santé dans bon nombre de localités, d'autant plus que les populations déplorent l'insuffisance de personnel qualifié pour certains soins. «...le manque de médecins spécialisés dans certains domaines tels que les cardiologues et les neurologues. On n'en a pas beaucoup alors que présentement ce sont ces maladies de nerf et de tension-là qui tuent vraiment les gens » 64. Le problème de manipulation de certains appareils médicaux, comme c'est le cas à Koudougou où le scanner du CHR installé par les chinois n'a personne pour le manipuler, se pose. Il y a également le manque d'infrastructures et de matériels. A certains endroits le matériel existe mais est hors d'usage parce que gagné par l'usure faute d'entretien, sans oublier l'hygiène qui y est bafouée soit du fait des usagers qui n'ont pas de comportements sains, soit par le fait des centres de santé qui ne disposent pas de services de nettoyage. En ce qui concerne les évacuations sanitaires, il faut noter que tantôt, il n'y a pas d'ambulance, tantôt elle est en panne. En outre, « les cas urgents étaient évacués de facto mais de nos jours tant que tu ne verses pas 25 000FCFA, l'ambulance ne démarre pas »65. Des CSPS manquent d'éclairage et les voies d'accès sont impraticables.

En outre, les populations sont révoltées contre le comportement de certains agents de santé. En effet, des sages-femmes n'auraient pas le sens de l'accueil et tiendraient des propos discourtois à l'encontre des femmes dans certaines localités. Des femmes de la région de l'Est témoignent : « elles ne sont pas du tout accueillantes. Une femme qui souffre, qui est en travail et qui arrive, au lieu de la chouchouter, de la flatter un peu pour que sa douleur soit amoindrie, on crie plutôt sur elle, on l'insulte et on lui dit que le jour où elle faisait ça, ce n'était pas bon ! » 66. Certaines, pendant les gardes, passent le temps devant la télé si bien qu'il est même arrivé que des parturientes accouchent sans assistance. Des patients affirment également avoir été victime de la violation du secret professionnel par des sages-femmes : « ...elles n'arrivent pas à tenir leur langue ; leur bouche est chaude. Si tu vas consulter chez les sages-femmes, le lendemain tu vois qu'on a déjà divulgué ton problème et les gens t'indexent au passage. On dit que celle-là, elle est sale, elle est comme-ci, comme-ça » 67. Les hommes, notamment les infirmiers, désertent les CSPS, surtout en milieu rural au profit de leurs activités champêtres.

Dans les grands centres urbains, le problème se présente autrement. Les médecins abandonnent les hôpitaux publics au profit des cliniques privées si bien que les patients souffrent pour avoir un rendez-vous. Seuls les plus nantis peuvent, las d'attendre, rejoindre le médecin dans la clinique indiquée, où les soins sont nettement plus chers.

La corruption et l'affairisme battent leur plein également dans le milieu de la santé et les plaintes sont légion. En effet, il arrive que des agents détournent les produits ou fassent des prescriptions non

nécessaires et prélèvent le surplus pour le revendre à d'autres patients. Dans des kits (accouchement et paludisme surtout) des éléments peuvent être en manque obligeant le patient à aller les acheter.

Autres points décriés par les populations dans le domaine de la santé c'est d'abord l'abandon des bonnes pratiques comme la vaccination commando du temps de la révolution. « *De nos jours il faut que les bailleurs de fonds nous soutiennent* ». Aussi, par le passé, les élèves ne payaient pas pour se faire soigner mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. Ensuite les populations estiment que l'ouverture des écoles de formation en santé échappe au contrôle de l'Etat raison pour laquelle la formation dans certaines de ces écoles est médiocre. Enfin, les populations n'apprécient pas le système de garde des pharmacies ne facilitant pas l'acquisition des produits. En cas de besoin urgent, dans la nuit, si les pharmacies de garde ne sont pas à proximité de ton domicile, tu es confronté à des problèmes. Il te faudra parcourir de grandes distances pour rechercher une pharmacie de garde et pouvoir te procurer du produit nécessaire.

- *Toutefois des améliorations ont été constatées, foi de certains citoyens, qui s'expliquent en ces termes.*

Dans un premier temps, les citoyens saluent la réduction du rayon moyen d'action c'est-à-dire la proximité des centres de santé à travers l'ouverture d'hôpitaux régionaux, de CMA, bien équipés, et de CSPS qui offrent aussi l'opportunité d'avoir des spécialistes sur place, accroissant ainsi le taux de fréquentation des centres de santé.

Ensuite, les campagnes de vaccination, les autres mesures préventives prises par l'Etat telles que la distribution gratuite de moustiquaires imprégnées, la subvention accordée aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence avec des agents bien formés pratiquant avec aisance les césariennes et autres interventions chirurgicales, les sensibilisations tous azimuts sur la planification familiale etc., ont contribué à réduire la mortalité maternelle et infantile et éradiquer certaines maladies comme la poliomyélite.

Enfin, les populations ne sont pas ingrates face aux sacrifices consentis par des agents de santé consciencieux au vu des moyens limités et du bas niveau de leur salaire.

Afin d'assainir l'environnement de la santé et garantir l'accès de tous à des soins de qualité, à moindre coût, les populations proposent dans un premier temps de revoir le mode de recrutement des agents de santé en misant plus sur la vocation, la compétence et en exigeant le niveau terminal comme critère de sélection plutôt que sur l'argent (corruption). Pour ce faire, il faut une enquête de moralité. Cela doit s'accompagner d'une formation de qualité avec

un accent sur la déontologie et l'éthique de leur profession. « *Un patient ne doit pas être traité comme un vélo chez le mécanicien du quartier. Il faut travailler à instaurer la courtoisie chez les agents de santé* » 68. Les aspects déontologiques doivent être suivis de séances de recyclage. Il faut aussi augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail tout en veillant à doter tous les CSPS en ambulance et les électrifier.

Dans un second temps, l'Etat doit encadrer l'ouverture des écoles de formation en santé, et suivre minutieusement leurs activités académiques. La même attention doit être accordée aux cliniques et centres de soins privés, qui prolifèrent, afin de s'assurer de la qualité des prestations qui y sont proposées et harmoniser les coûts ; « *L'éducation a un impact négatif sur une population quand c'est mal géré mais le cas de la santé c'est encore pire, car là c'est sur place, tu peux mourir en un clin d'œil* » 69. La nécessité de rendre les soins de santé gratuits, de subventionner les coûts des produits pharmaceutiques pour éviter que les gens ne se ruent sur les médicaments de la rue et d'instaurer l'assurance maladie universelle, a été largement abordée.

Dans un troisième temps, il faut, pensent d'aucuns, interdire le droit de grève aux agents de la santé comme c'est le cas chez les magistrats et les militaires, obliger les médecins du public à rester dans les centres de santé de l'Etat.

Pour y parvenir, l'Etat, à travers le ministère de la santé, doit être ferme dans l'application des dispositions en matière de santé. Les populations doivent également jouer leur partition en adoptant des comportements sains (éviter les médicaments de la rue et la consommation des boissons frelatées), en fréquentant les centres de santé et en interpellant les décideurs. Elles peuvent être soutenues en cela par les syndicats de la santé parce que ces derniers sont puissants, maîtrisent mieux les préoccupations du milieu et sont capables de faire fléchir le gouvernement.

## **6. Autres sujets ou domaines importants de préoccupations pour les citoyens**

Outre ces cinq points, les populations, suivant leur milieu et à la lumière des réalités quotidiennes, trouvent judicieux de prendre en compte, dans les actions de développement à leur profit, les domaines comme la sécurité des biens et des personnes, l'emploi des jeunes qui avait été plus ou moins évoqué dans l'analyse du secteur de l'économie, le logement, l'hygiène et l'assainissement et enfin l'énergie.

En ce qui concerne la sécurité, les populations apprécient le recrutement massif d'agents et l'acquisition de moyens sophistiqués de lutte contre le banditisme tels les deux avions légers de traque au sol en 2012. Elles déplorent cependant l'augmentation du banditisme, avec les attaques armées même jusque dans les domiciles. Cela pourrait s'expliquer par l'existence d'agents corrompus qui sont de connivence avec des braqueurs ou sont auteurs d'actes de banditisme, l'insuffisante collaboration entre les populations et les agents de sécurité, le fait que l'univers carcéral n'éduque pas mais sert à former plus des bandits. « *Un voleur de poulets devient braqueur à sa sortie de prison* »<sup>70</sup>. Elles désapprouvent d'une part le licenciement massif des militaires en 2011, qui à leurs yeux menace la sécurité, et d'autre part les interventions des forces de défense et de sécurité burkinabè à l'extérieur.

Afin d'améliorer la sécurité, les populations proposent, que de bonnes enquêtes de moralité soient faites avant l'entrée en service des agents de sécurité et que les agents véreux soient radiés. Elles proposent le déploiement et l'équipement des forces de sécurité sur toute l'étendue du territoire, plutôt que de les concentrer uniquement dans les grands centres. Les personnes écoutées proposent aussi l'augmentation des salaires et plaident pour davantage de collaboration avec les forces de sécurité à tous les niveaux y compris dans la lutte contre la prolifération des armes. L'Etat devrait s'y atteler car la sécurité fait partie de ses missions régaliennes.

Dans le domaine du logement, les citoyens, tout en appréciant la construction des logements sociaux, condamnent l'étroitesse des parcelles à usage d'habitation, la spéculation foncière, l'absence de plan d'urbanisation, les attributions chaotiques et les loyers excessifs. Ils invitent donc le gouvernement et les élus locaux à poursuivre les logements sociaux, à planifier les coûts des loyers pour empêcher la « *toute puissance des bailleurs* », et à limiter le nombre de terrains auxquels chaque citoyen a droit.

L'hygiène et l'assainissement connaissent une amélioration avec des villes de plus en plus propres, du fait des ramasseurs d'ordures (surtout les femmes regroupées en association) qui sillonnent les quartiers avec leurs charrettes. Ensuite par la création de centres de récupération et de traitement expérimental des ordures qui aident à lutter contre la pollution de l'environnement. Enfin, par les actions de sensibilisation de l'ONEA dont les agents apportent un appui technique aux populations dans la construction de latrines améliorées.

Malheureusement, les déchets plastiques et autres ordures ménagères jonchent les quartiers et ce, malgré l'existence des poubelles un peu partout dans la ville. C'est pourquoi, l'Etat et les acteurs du domaine que sont les associations, les communes, doivent poursuivre la sensibilisation et améliorer continuellement les conditions de vie de façon générale. Les populations doivent adopter des attitudes respectueuses du cadre de vie et de l'environnement.

Les énergies de façon générale (eau, électricité, gaz) s'améliorent avec l'existence de points d'eau que sont les fontaines et les barrages dans les villages. De même des efforts sont faits pour subventionner le prix du gaz butane et des centrales électriques sont construites.

Cependant, il y a un dysfonctionnement par ce que les forages et les fontaines sont insuffisants ou en mauvais état. Sur dix pompes d'eau, il y a seulement 4 qui fonctionnent. En plus, les barrages datent de plus de 40 ans et la nappe phréatique est très en profondeur. S'ajoutent les coupures intempestives d'électricité et d'eau, les difficultés à régler ses factures d'énergies à chaque fin de mois, les ruptures répétées de gaz butane et l'absence de contrôle qui font que des vendeurs ne respectent pas les prix fixés par les autorités (un participant affirme avoir acheté du gaz à 8 000FCFA).

Pour remédier aux problèmes dans le secteur de l'énergie, l'Etat, avec le soutien des partenaires, doit construire de nouveaux barrages, curer ceux qui existent et réaliser de nouveaux forages. Avec le concours des associations de défense des consommateurs, l'on doit parvenir à faire respecter les coûts et sensibiliser les populations à gérer convenablement les énergies.

En résumé, pour la majorité des groupes de citoyens rencontrés, l'économie, l'éducation, la lutte anti-corruption, la justice, la santé, la sécurité, l'emploi des jeunes, le logement, l'hygiène et l'assainissement et enfin l'énergie constituent autant de secteurs qui se portent mal et qui ont besoin d'être améliorés, mais de toutes ces questions thématiques abordées, soulevées et analysées plus haut, les plus importantes, à leur avis, demeurent au bout du compte la santé et l'éducation.

## CHAPITRE III : LA DEMOCRATIE ET LES PROCESSUS POLITIQUES

---

### I. La compréhension et la perception de la démocratie par les citoyens

**Les citoyens, dans leur majorité, ont une bonne compréhension de la démocratie, pensent que le Burkina Faso n'est pas encore une démocratie et devrait plutôt travailler à le devenir.**

Interrogées sur le sens du mot « démocratie », la majorité des personnes pensent que c'est le pouvoir du peuple. Une bonne partie identifie la démocratie à la liberté ou à tout le moins à la liberté d'expression.

Se prononçant sur l'état actuel du Burkina Faso, la très grande majorité des citoyens estiment qu'il n'est pas un pays de démocratie, mais plutôt une démocratie de façade. Les raisons invoquées pour justifier ce sentiment sont, entre autres, la non-prise en compte de la volonté du peuple, le non-respect des droits des citoyens, la monopolisation du pouvoir par un petit groupe. Toutes ces raisons sont exprimées par ce citoyen lorsqu'il affirme : « *La démocratie est une quête permanente, nous avons des institutions démocratiques qui ne fonctionnent pas démocratiquement* »<sup>71</sup>.

Par contre, ils pensent que le Burkina Faso devrait être une démocratie parce que, estiment-ils, la démocratie contribuerait au développement du pays et accroîtrait la qualité de la gouvernance. C'est ce que disent ces intervenants : « *Le Burkina Faso doit être une démocratie pour favoriser le processus de développement* »<sup>72</sup>. « *Oui, Si on va prendre à partir de la définition de la démocratie, ça veut dire que le Burkina Faso forme une population ; maintenant toutes les décisions qui doivent être prises au Burkina Faso doivent concerner toute la population et ça doit être pour la population, il faut prendre de bonnes décisions pour le bien être de cette population* »<sup>73</sup>.

La minorité des citoyens qui pensent que le Burkina Faso est une démocratie invoquent principalement le fait qu'il y ait des élections régulières.

Sur la question de savoir si le Burkina Faso devrait être une démocratie, une minorité de personnes estime qu'il ne devrait pas l'être, du fait que sa culture ne favoriserait pas l'esprit démocratique. C'est l'avis de cette personne lorsqu'elle dit ceci : « *(...) le problème c'est que nous nous avons toujours notre culture. Par exemple quand tu prends la culture mossi, c'est le roi et ses sujets et le mossi se sent dans ça. Au moment où ça chauffait, y a eu des gens mêmes qui se sont permis de dire qu'on ne change pas un chef, un chef meurt chef, on ne le change pas. Donc pour dire qu'une grande partie de la population même n'était pas prête pour accepter la démocratie ; c'est ce qui explique les problèmes* »<sup>74</sup>.

## 2. L'évaluation du niveau d'information, de compréhension et des attentes des citoyens sur les élections

**Une majorité des citoyens comprend le rôle des élections en démocratie, est informée de la date des prochaines élections et prévoit de voter, même si une portion importante ignore encore de quels types d'élections il s'agira. Les citoyens rencontrés sont également habités par des aspirations, des craintes et des espoirs au sujet des élections prochaines.**

Pour la majorité, les élections constituent un moyen pour le peuple de choisir ses dirigeants. C'est un moyen de solliciter l'avis du peuple. Beaucoup de gens s'accordent à dire que les élections sont capitales dans une démocratie. C'est notamment le cas de cette citoyenne quand elle affirme : « Les élections sont la base de la démocratie. Qui parle de démocratie parle de liberté d'opinion et si on parle de démocratie sans élection c'est qu'on n'est pas en démocratie. Pour moi les élections c'est la base de la démocratie »<sup>75</sup>.

La quasi-totalité des participants à l'entretien est au courant qu'il y aura des élections au Burkina Faso dans un avenir proche. Ils sont informés de la date des élections à savoir le 11 octobre 2015 et savent que les élections à venir sont de type couplé présidentielle et législative. Cependant quelques personnes n'ont pas encore connaissance du type d'élections organisées ou font une confusion à ce propos.

La quasi-totalité des participants à l'entretien prévoit de voter parce que le vote est un acte citoyen permettant de choisir les dirigeants mais aussi un moyen de réaliser le changement. Une minorité des participants, encore que très infime, ne prévoient pas de voter tout simplement parce qu'ils auraient perdu leurs cartes d'électeur.

Pour les citoyens interrogés, ce qui détermine le plus le choix d'un électeur burkinabè pour un candidat aux élections, c'est d'abord les propositions ou projet de société du candidat (environ une moitié), ensuite la personnalité du candidat (environ un tiers) et enfin les cadeaux (environ un vingtième).

Les participants à l'entretien ont plusieurs aspirations quant au déroulement et à l'issue des prochaines élections. Ils espèrent connaître des élections libres et transparentes, des élections paisibles et sincères, des élections qui vont apporter le changement, des élections dont les résultats seront acceptés par tous. Laissons-les s'exprimer : « Nous souhaitons que les élections se déroulent en toute transparence, sans magouille »<sup>76</sup> ; « Que l'encre soit véritablement indélébile parce que de par le passé, nous avons été témoin de la mauvaise qualité de l'encre. Cela a permis à beaucoup de personnes de voter plusieurs fois en nettoyant l'encre à chaque fois »<sup>77</sup> ; « Supprimer tous

les cadeaux (gadgets, argent) lors des prochaines élections et arrêter d'utiliser les moyens de l'Etat pour les campagnes »78 ; « Je souhaite voir des élections libres et transparentes et avoir des dirigeants qui répondent aux normes de la transparence »79.

Cependant, quant à pressentir ce qui pourrait advenir, les citoyens sont partagés entre crainte et espoir, les craintes prenant le dessus. Ils craignent que les élections ne soient entachées de fraudes; ils craignent également que ces élections ne débouchent sur des affrontements ou sur la guerre. Ces craintes sont résumées dans les propos de ces personnes : « Il peut avoir une fraude qui peut aboutir sur des affrontements »80, « Ce que nous pressentons pour les élections à venir, c'est que c'est tellement important et déterminant pour le pays. Ca y va même de la stabilité du pays parce que si les élections ne sont pas propres, ça peut créer même le désordre. Si à l'issue des élections on constate qu'il y a eu des fraudes, le pays risque de prendre feu » 81.

Ils craignent enfin que le changement ne soit pas au rendez-vous à l'issue des prochaines élections : « Je me demande s'il y aura un changement » 82, s'interroge un citoyen. Mais les citoyens espèrent que ces élections se dérouleront dans la paix et aboutiront à un changement.

### 3. L'évaluation des intentions d'engagement politique des citoyens

**La plupart veut avoir un rôle ou devenir actif dans le processus (ou la vie) politique du pays et ainsi contribuer, en tant que citoyen, à son édification, soit en faisant campagne pour un parti politique ou un candidat, soit en menant des activités de sensibilisation à l'endroit des populations, ou enfin en participant à des forums et débats publics.**

La plupart des participants veulent avoir un rôle ou devenir actif dans le processus (ou la vie) politique du pays. Les idées qu'ils émettent sont la volonté de jouer pleinement leur rôle de citoyen et d'apporter leur contribution à l'édification du Burkina Faso. Comme le dit l'un d'entre eux : « En tant que jeune, si je peux apporter ma contribution pour que le pays avance, je ne vais pas hésiter »83.

Trois activités sont principalement mentionnées par les participants : faire campagne pour le compte d'un parti politique ou d'un candidat, mener des activités de sensibilisation à l'endroit des citoyens et enfin participer à des forums et débats publics.

#### 4. Les perceptions, connaissances et attentes des citoyens vis-à-vis des partis politiques

**Dans leur majorité, les citoyens perçoivent et comprennent bien la notion de parti politique, même si une partie a des perceptions négatives des partis politiques. Les principaux sujets sur lesquels les partis politiques devraient se concentrer actuellement c'est la recherche des voies et moyens pour le bien-être de la population, la préparation des élections et leurs programmes. Les partis politiques peuvent aider le pays à l'heure actuelle à travers l'écoute du peuple, la sensibilisation des citoyens, la proposition de programme et l'évite de la discorde. Les intentions de vote des citoyens rencontrés vont à l'endroit (i) des partis qui vont investir dans les secteurs sociaux ; (ii) des partis qui tiennent compte des aspirations du peuple ; (iii) des partis qui disent la vérité et tiennent leurs promesses. En période de campagne électorale, la préférence des citoyens en termes de communication des partis politiques, à leur adresse est à la campagne de proximité ou une approche de type privé.**

L'évocation du terme « parti politique » suggère à la majorité des citoyens interrogés qu'il s'agit d'un regroupement de personnes partageant des idées et travaillant à conquérir le pouvoir d'Etat. « Un parti politique, déclare une citoyenne, est un groupe d'individus qui ont leur candidat, leur programme et leurs objectifs bien définis ; qui veulent conquérir le pouvoir... »<sup>84</sup>. Mais pour une autre partie des citoyens interrogés dont la proportion n'est pas négligeable, le terme « parti politique » leur fait penser à « démagogues/menteurs » et « faux types ».

De l'avis des citoyens, les partis politiques peuvent aider le pays à l'heure actuelle à travers principalement la mise en œuvre des vœux ci-après et selon leur importance décroissante en termes de nombre :

Etre à l'écoute du peuple en travaillant à résoudre ses besoins vitaux. C'est ce que font remarquer ces citoyens qui pensent que pour aider le pays à l'heure actuelle, les partis politiques doivent d'une part, « être à l'écoute et à la rencontre dès à présent de l'électorat au lieu d'attendre la période électorale »<sup>85</sup>, et d'autre part « prendre à bras le corps les questions de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de l'alimentation »<sup>86</sup> ;

Travailler à sensibiliser les citoyens comme « inviter les militants à ne pas provoquer et à ne pas céder à la provocation des autres »<sup>87</sup>;

Proposer de bons programmes et œuvrer à les expliquer aux populations. Pour un des intervenants, par exemple, les partis politiques peuvent aider le pays actuellement « en se faisant connaître et en faisant connaître leur programme »<sup>88</sup>.

Eviter la discorde. « *Le fait de se calomnier et de monter les uns contre les autres, de manipuler la population...* »<sup>89</sup> constitue l'une des choses à éviter.

Par contre, les citoyens interrogés mettent principalement en exergue deux choses qui, si elles sont faites par les partis politiques, peuvent troubler le pays. Il s'agit d'une part du fait de chercher à diviser la population et d'autre part des fausses promesses à la population.

Avec la recherche des voies et moyens pour le bien-être de la population, les citoyens pensent que les partis politiques devraient « *recentrer leurs actions sur le bien-être des populations aux côtés de la société civile* »<sup>90</sup>. Un autre sujet important sur lequel devrait se focaliser les partis politiques, ce sont les élections. De l'avis d'un certain nombre de personnes, les partis politiques devraient œuvrer à leur bon déroulement. Une autre partie estime que les partis politiques devraient se concentrer sur leurs programmes politiques.

Mais sans se référer nécessairement à l'idéologie, elles souhaitent voter pour : (i) des partis qui vont investir dans les secteurs sociaux ; (ii) des partis qui tiennent compte des aspirations du peuple ; (iii) des partis qui disent la vérité et tiennent leurs promesses ; etc.

Lors d'une campagne électorale, la majorité des citoyens estime que lorsqu'un parti politique veut par exemple se faire connaître d'eux ou les convaincre de le voter, leur canal de communication préféré est la campagne de proximité ou en parlant au début aux chefs coutumiers.

Interrogés sur leur préférence entre les nouveaux partis politiques et les anciens, une majorité relative de citoyens estiment qu'ils peuvent accorder leur confiance à de nouveaux partis politiques ou à de nouveaux candidats. Certains invoquent le fait que ceux-ci ont de nouvelles idées, du sang neuf alors que les anciens n'ont plus rien à prouver. Citons les propos d'un citoyen : « *Moi je préfère les nouveaux parce que les anciens ont déjà fait leur travail donc on les connaît. Il faut changer* »<sup>91</sup>

Une autre composante des citoyens donne sa préférence aux anciens partis ou anciens candidats. Quelques raisons avancées : « *les anciens ont mené la lutte et il est facile de leur faire confiance car on les connaît déjà* » En même temps beaucoup de citoyens étaient prêts à supporter les partis avec les initiatives qu'ils estiment être les meilleurs

## **5. Les attentes des citoyens par rapport à la constitution du pays**

**La plupart des personnes rencontrées pensent que le Burkina a besoin d'une**

***nouvelle Constitution même si d'aucuns parlent plutôt de petites retouches à y apporter. Les éléments les plus importants dont une nouvelle constitution a besoin, c'est principalement la limitation des mandats présidentiels et le verrouillage de l'article consacrant cette limitation, le renforcement de la Justice, la diminution des pouvoirs du chef de l'Etat et la séparation des pouvoirs.***

Interrogées sur l'opportunité d'une nouvelle Constitution, la plupart des personnes pensent que le Burkina Faso a besoin d'une nouvelle Constitution. Certaines raisons sont invoquées comme la prise en compte des attentes de la population par de nouvelles idées, l'adaptation de la nouvelle Constitution à nos réalités. C'est le cas de ce propos : « *Le Burkina Faso a besoin d'une nouvelle constitution car il faut des nouvelles idées qui collent avec les attentes de la population* » [92](#).

Cependant, certains jugent qu'un simple toilettage de la Constitution en vigueur, qui aboutira par exemple au verrouillage de l'article 37 de cette même Constitution, suffit. Pour cet étudiant par exemple, il n'est pas nécessaire d'adopter une nouvelle constitution « *mais il faut des retouches pour qu'il y ait une clause qui verrouille pour de bon l'article 37* » [93](#).

D'autres trouvent qu'il y a seulement un problème de respect de la Constitution.

Quant à la question de savoir les éléments les plus importants dont une nouvelle constitution a besoin, les citoyens font figurer en bonne place, la limitation des mandats présidentiels et le verrouillage de l'article consacrant cette limitation. D'autres éléments comme le renforcement de la Justice, la diminution des pouvoirs du chef de l'Etat et la séparation des pouvoirs sont préconisés par certains.

## CHAPITRE IV : OPINIONS SUR LE RÔLE ET LA SITUATION DES FEMMES ET DES JEUNES EN POLITIQUE

### I. Opinions sur le rôle et la situation des femmes en politique

#### a) Perceptions et opinions sur la nécessité et la réalité de la participation des femmes en politique

Les participants aux différents groupes de discussion sont quasi unanimes à reconnaître le rôle et le droit des femmes à la participation en politique et à voir une implication réelle de celles-ci, parce qu'elles constituent une proportion majoritaire du point de vue démographique et des citoyens à part entière. Des points de vue recueillis, l'implication des femmes leur permettra, mieux que quiconque, d'exprimer et faire prévaloir leur statut de citoyennes à part entière, leur devoir de participation dans tous les secteurs d'activités et leur droit de présence à tous les niveaux de décisions. Elle contribue également à leur donner une place de droit, pour un processus démocratique inclusif de toutes les composantes de la société. « *La femme fait partie de la société et si on doit faire la politique, gérer le pays en mettant de côté une partie à l'écart, ça ne va pas* »<sup>94</sup>.

La frange féminine des interviewés a tenu à démontrer l'aptitude des femmes à mieux gérer les choses de la cellule familiale et, partant, leurs capacités à mieux gouverner de par leur nature émotive de mères et de meilleures conseillères. Longtemps vues et « utilisées » comme « bétail électoral », obéissant aux consignes de votes, les femmes ont estimé qu'elles sont des citoyennes et devraient avoir des droits comme les autres. Les problèmes du pays incombant à tous, elles devront participer au mieux-être du pays. « *Les femmes connaissent elles-mêmes leurs problèmes. Leur participation à la politique va leur permettre d'exprimer leurs propres problèmes et d'essayer de les faire résoudre. On est plus en mesure de dire ce qu'on ressent. Quand on dépose du feu, une braise sur ta main, c'est toi qui peux mesurer la douleur, les autres peuvent estimer la douleur mais ils ne peuvent pas la mesurer. Donc les femmes doivent être impliquées pour vraiment dire quel est leur problème. Un homme ne peut pas aller parler à la place des femmes* »<sup>95</sup>.

En plus de cet avantage à être mobilisées en grand nombre, elles sont vectrices de bonnes pratiques citoyennes en la matière, pour leurs enfants surtout. Les arguments de la nécessité de leur implication sont empreints d'autant de subjectivisme que d'objectivité, mais dans tous les cas, elles disent maîtriser mieux les besoins de la communauté au regard de leur grand rôle dans le foyer. Les opinions des femmes sur leur implication dans la gestion publique proviennent à la fois de leur aspiration à s'affirmer dans la société (subjectif) que de leur rôle réel dans le fonctionnement des sociétés, en particulier en milieu rural (objectif).

La majorité des personnes estiment que dans la réalité, malheureusement, le niveau d'implication des femmes et leur nombre au niveau des partis politiques sont faibles. La faible représentativité numérique des femmes au niveau des bureaux des partis politiques et sur les listes électorales est paradoxalement plus criarde que leur forte mobilisation militante au sein des partis politiques. Elles constituent, en effet, le gros des citoyens accomplissant leur devoir de vote par rapport au genre masculin, mais ce sont les hommes qui se retrouvent souvent en plus grand nombre sur les listes électorales. La frange des interviewées ayant un niveau supérieur reste d'avis que la femme est sous représentée en politique, malgré son droit et sa capacité à intervenir au même titre que l'homme sur le même pied d'égalité intellectuel, opinion reflétée par l'affirmation: « *Le mauvais positionnement sur les listes électorales* » 96. Ce qui induit une faible présence des femmes dans les sphères de décisions et les institutions (gouvernement, parlement) et son manque de visibilité par rapport à son utilité et son apport au sein des postes électoraux (Assemblée Nationale, conseils municipaux). C'est aussi cette frange qui a évoqué l'existence du quota genre 97, et son inadéquation en termes d'application, pour l'atteinte des objectifs visés, à savoir la représentativité critique des femmes aux postes électifs.

Les raisons de cette sous représentativité des femmes en politique d'une manière générale et plus singulièrement dans les partis politiques, à travers les échanges dans les groupes de discussion, sont essentiellement les pesanteurs sociales, le faible niveau d'instruction, les pressions familiales, les charges au foyer qui occupent tout leur temps, ainsi que leur dépendance économique.

Toutefois, il sied de relever qu'un certain nombre de personnes, tout en reconnaissant le mauvais positionnement des femmes au niveau des postes à pourvoir, s'en satisfont tout de même car, disent-elles, « *les femmes qui occupent des responsabilités ont un niveau d'étude assez élevé, il ne faut donc pas augmenter leur nombre au risque qu'elles ne s'accaparent de tout* » 98. Une telle vision renforce l'argument de la peur des hommes qui voient surtout leurs positions de "dominants" et leurs chances d'occuper des postes se réduire. Certains hommes aussi, ne voulant pas voir beaucoup de femmes dans la politique, soutiennent que « *Dieu a tellement honoré la femme que quand une femme va devant les gens s'exhiber pour faire la politique, en tout cas ce n'est pas bien. Moi je ne considère pas ces femmes-là comme de bonnes femmes, des femmes de foyer ... je dis non parce que si la femme fait bien le travail du dehors, elle ne peut pas bien gérer le travail à l'intérieur. C'est l'homme qui doit s'occuper de l'extérieur et la femme de l'intérieur (le foyer)* » 99.

Mais parmi la minorité des personnes satisfaites du niveau d'implication actuel des femmes, figurent aussi curieusement des femmes (précisément, des femmes vivant avec un handicap dans la région des hauts-bassins et des femmes non-scolarisées dans la région du Centre-ouest). Celles-ci évoquent une évolution par rapport aux années antérieures, en lien avec le quota genre, « *auparavant, elles étaient sous-représentées, maintenant elles sont assez bien représentées* » 100 ou

bien elles estiment que « celle (femme en politique) que nous connaissons n'a rien fait pour nous » 101. En plus, nombreux sont les interviewés qui pensent que politique et foyer ne font pas bon ménage pour la femme, et que faire la politique a tendance à lui présenter une mauvaise image.

b) *Nécessité et stratégies d'une meilleure implication des femmes au sein des partis politiques*

A la question de savoir si réellement les partis politiques ont besoin de la participation des femmes pour réussir, la quasi-totalité des participants aux discussions ont répondu par l'affirmative. Selon eux, en effet, « les femmes sont nombreuses » et constituent de ce fait « une base électorale importante ». La participation et l'implication des femmes au sein des partis politiques sont d'une utilité à remporter les scrutins. C'est donc dire que, lorsque le vote des femmes est acquis pour un parti politique ou un candidat en lice, les chances de remporter le scrutin sont plus grandes. « Je pense que les partis politiques ont intérêt à chercher les femmes et à les courtiser parce qu'aux élections ce sont les femmes qui votent surtout dans les villages » 102.

La réussite des partis politiques passe pour certains interviewés par la participation de la femme, même si d'aucuns les perçoivent comme des instruments aux mains des politiques : « Les partis politiques ont besoin de la femme parce que comme elle constitue une marge majoritaire des électeurs ils ont besoin d'elle, pour tout simplement accéder au pouvoir, mais si c'est pour s'organiser dans leurs organisations interne comme ça, je me dis qu'il n'y aura aucun parti politique au Burkina qui va accepter que les femmes soient leaders dans le parti. Si c'est au niveau des votes ils auront besoin d'elles, mais pour les associer à leur activités et consort, ils n'auront besoin juste que d'une minorité pour manipuler les autres » 103, ou comme l'a dit quelqu'un : « elles sont bonnes pour gérer les caisses du parti car elles font de bonnes économistes » 104.

Les stratégies pour l'amélioration de la représentation féminine au sein des partis politiques, selon les interviewés, partent de la volonté politique réelle de ceux-ci à voir les femmes non seulement militer, mais aussi y occuper des postes de responsabilités importantes. Pour ce faire, les partis politiques, selon la majorité des personnes questionnées, doivent sensibiliser les hommes, donner des postes de responsabilité aux femmes et cultiver le leadership féminin. Des femmes et des hommes instruits ont invoqué le quota genre et même la parité au sein des partis : « positionner les femmes en tête de liste », « zébrer les listes électorales » 105.

Pour un nombre infime de personnes interrogées sur les stratégies d'implication de la femme au sein des partis politiques, il faut un sursaut de la femme elle-même : « Moi je suis contre carrément ce qu'on appelle le quota genre là, ça c'est l'injustice, non, soyons sérieux. Il faut que la femme travaille à être leader... » 106, « Les femmes sont sous représentées parce qu'elles ne sont pas si leaders, il faut se battre pour mériter sa place » 107.

c) *Compétences et valeur ajoutée des femmes en politique : quid des femmes parlementaires et conseillères municipales ?*

Presque tous les groupes de discussion sont unanimes à reconnaître la compétence et la valeur ajoutée de la femme au sein du Parlement et au sein des Conseils Municipaux. Même si une femme a traduit l'idée de ceux qui en pensent moins, en déclarant que « *celle que nous connaissons n'a rien fait pour nous* »<sup>108</sup>. Cela signifie que la femme porte les mêmes perceptions de la politique que l'homme chez les citoyens. La majorité des gens pensent plutôt, s'appuyant sur quelques exemples, que les femmes parlementaires sont assez dynamiques et, à travers leurs associations, perçoivent mieux les problèmes et les besoins de la société, et au sein des municipalités elles font de bonnes Conseillères également : « *oui elles le peuvent. Ce n'est pas une question sexe* »<sup>109</sup>. Ces personnes affirment également que les compétences sont égales sur le plan intellectuel, mais au fond, il y a un enjeu économique à être élu : « *parce qu'il semblerait que là-bas il y a assez d'argent. Alors que là où il y a de l'argent, les hommes ne se laissent pas faire. C'est aux femmes de se battre pour mériter leur place* »<sup>110</sup>.

d) *La situation des femmes au sein de la Représentation Nationale*

La question sur le nombre de femmes à l'Assemblée Nationale passée, d'ailleurs similaire à la présence (nombre) de femmes dans les partis politiques, a connu une réponse de tous, affirmant qu'elles étaient minoritaires. Ce faible taux (19%) est dû au départ, selon eux, à un système de quota genre qui les plombe à 30%, sur les listes électorales, et non au résultat dans la composition des membres de l'Assemblée Nationale et dans les conseils municipaux, au finish : « *le mauvais positionnement sur les listes électorales* »<sup>111</sup>, « *on ne les met pas en tête de liste* »<sup>112</sup>. Les personnes interrogées ont, de plus, cité comme causes, de nombreux handicaps identiques à ceux qui minent l'implication des femmes dans les partis politiques : pesanteurs socioculturelles, manque de courage et d'engagement, faible niveau d'instruction, manque de soutien, etc.

L'amélioration du taux des femmes élues requiert des partis politiques une réelle volonté de promotion politique visant à une stricte application de la règle du quota de 30% genre. Cela a été affirmée par certains propos : « *Il faut d'abord respecter le quota des 30%* » ; « *Il faut zébrer les listes électorales* »<sup>113</sup> ; « *Oui, obliger qu'il y ait un quota au niveau des partis politiques, celui qui ne sera pas d'accord n'ira pas aux élections* » ; « *Autant de femmes que d'hommes obligatoires pour tous les partis* ».<sup>114</sup>

## 2. Opinions sur le rôle et la situation des jeunes en politique

a) *Perceptions et opinions sur la nécessité et la réalité de la participation des jeunes en politique*

La jeunesse est la thématique qui a recueilli l'unanimité sans faille de tous les membres des

focus groups participant à l'entretien pour la présente étude, quant à leur participation à la vie politique du pays. Les raisons objectives sont le fait de la nécessité d'une relève de la classe politique à terme. Les jeunes ont, pour eux, la force et la volonté de participer à tous les niveaux de la vie politique pour faire leur apprentissage. Selon les catégories de personnes entretenues : « ils sont la relève de demain » ; « de par leur dynamisme ils peuvent être très utiles » ; « ils doivent apprendre à participer aux décisions et faire la relève » ; « ils doivent rentrer (en politique) pour apprendre car les vieux ne pourront pas un jour » | 15 ; « Oui c'est eux l'avenir du pays, ils ont beaucoup de force et d'intelligence pour contribuer » | 16. Les avantages de l'implication des jeunes seraient évidents si l'on s'en tient aux commentaires recueillis dans les focus groupes et reportés dans ce rapport, tels que : « l'avantage est qu'ils vont eux même résoudre leurs préoccupations. Ils se connaissent » | 17 ; « les jeunes sont les fers de lance d'un pays, et il est tout à fait normal qu'ils fassent de la politique. S'ils s'y retirent il n'y a pas de politique » | 18

Les membres des différents focus groups dans l'ensemble ont relevé que paradoxalement, les jeunes sont à l'écart des instances des partis politiques qui n'ont recours à eux qu'à l'approche des échéances électorales, par des dons divers de gadgets et de moyens éphémères pour mobiliser, sensibiliser les autres, et battre campagne : « tous les postes de décisions sont détenus par les vieux » ; « manque de confiance des aînés » | 19. Cette situation des jeunes vis-à-vis des politiques est expliquée par les différents groupes interviewés par plusieurs causes, reprises aussi par les jeunes eux-mêmes.

Les responsables des partis politiques n'accordent pas de confiance aux jeunes et ne présentent aucune volonté de renouvellement de la classe politique : « ce n'est pas bon parce qu'on remarque que ce sont les mêmes vieilles personnes qu'on a trouvé députés, conseillers et maires, etc. » | 20 ; « Les aînés ne veulent pas céder ils veulent les honneurs » | 21 ; « les jeunes sont dans les comités de base mais pas dans les instances supérieures . . . Ils n'occupent seulement que les postes de jeunesse » | 22 ; « Au fait ceux qui sont devant les partis politiques là, ils écrasent les jeunes. On les traite d'enfants, d'immaturs, d'irresponsables et on pense qu'ils ne peuvent pas diriger ou construire le pays. On préfère les mettre derrière pour qu'ils suivent en attendant de grandir . . . » | 23 « les partis doivent présenter plus de candidats jeunes aux élections » | 24

Le manque de ressources financières des jeunes : selon certaines personnes, les jeunes devraient s'engager activement dans la politique, mais « pour cela il faut d'abord qu'ils aient des emplois par exemple nous souhaitons la réouverture des usines (Faso Fani, SOBBRA, SAP Olympique, etc.) de Koudougou » | 25 ; « les postes de responsabilité sont réservées à ceux qui ont les moyens ; les jeunes n'ayant pas de moyens jouent les petits rôles et sont utilisés pendant les campagnes » | 26

L'absence d'engagement même des jeunes : les préoccupations de cette grande majorité de la population, à savoir la jeunesse, sont tournées vers des centres d'intérêts parfois aux antipodes

de la « chose politique ». Vivant plus en milieu rural avec un analphabétisme chronique, on peut affirmer que la préoccupation pour la survie dans de dures conditions de vie peut les faire considérer la politique comme une activité non prioritaire.

Une autre cause de leur non engagement, selon les personnes interrogées, se trouve dans la méfiance vis-à-vis des politiciens. « Ils ne sont pas libres de leurs décisions. Ils sont sous l'influence des chefs de famille ou de leurs aînés », « Ils ne gagnent pas de bonnes occasions pour participer aux partis » | 27 ; « Les jeunes sont réticents par manque de confiance aux politiciens. Ils ne pouvaient pas accéder aux postes de responsabilité/prises de décisions » | 28 ; « Parce qu'ils sont trop déçus des partis politiques » | 29 ;

#### b) Nécessité et stratégies d'une meilleure implication des jeunes au sein des partis politiques

La participation des jeunes n'est pas seulement vue comme un instrument dans la stratégie de conquête du pouvoir par les partis politiques (« ils sont bien solides et ils peuvent aider dans les déplacements et la mobilisation » | 30), mais aussi une nécessité dans la programmation d'une relève sûre pour la conduite des affaires de l'Etat. Pour ce faire les personnes questionnées en majorité estiment que cette jeunesse pourrait être mieux responsabilisée au sein des partis selon ses compétences intellectuelles : « On peut leur confier des responsabilités à tous les niveaux. Il y a des jeunes qui sont bien formés et attendent qu'on leur confie des responsabilités pour faire leurs preuves » | 31, et ce, à tous les niveaux des instances et des lieux d'implantation des partis : « Il faut les élire conseillers ou membres CVD depuis la base en allant », « Essayer de voir le niveau et les compétences de chacun pour leurs emplois », « Créer des opportunités dans les villages qui les retiennent » | 32.

Cette œuvre de prise de conscience de l'importance des jeunes et leur responsabilisation par les leaders des partis, est le fondement même de la stratégie de leur recrutement au sein des partis politiques, telles que proposées par la plupart des populations enquêtées. C'est aussi la voie du succès de tout parti politique digne de ce nom : « les inclure dans les postes », « revoir le parlement des enfants et le renforcer » | 33, « Si les jeunes ne sont pas impliqués, ils (les partis) ne vont pas se souvenir d'eux et lutter pour leur cause ». Pourtant, « les jeunes ont de nouvelles idées » | 34, arguent certains.

En définitive sur cette section, on retient que la prise en compte, l'implication des femmes et des jeunes au sein des partis politiques demeurent insuffisants, aux dires des participants des focus groupes. Ces deux composantes de la population, soit respectivement 51% pour les femmes et 60% pour les jeunes, à elles seules, constituent une force vive faiblement mise à contribution dans les actes majeurs de l'action politique (direction et représentation politiques). Leur sous représentation au niveau des instances des partis politiques, des institutions démocratiques et de l'administration sont autant d'éléments de programmes pour les acteurs politiques.

## CONCLUSION

Cette étude bâtie sur une approche purement qualitative de recherche, à travers la réalisation de focus groups dans 07 régions du Burkina Faso, s'est fixée comme objectif de recueillir et analyser les opinions et priorités des citoyens. Réalisée, à l'orée des élections de 2015, par le CDCAP avec l'appui du NDI, elle répond à un devoir de veille citoyenne et de veille d'opinion pour servir de référentiel à la formulation des offres des partis politiques et des candidats dans le cadre du processus des élections à venir. L'étude s'inscrit dans l'approche de la participation politique et citoyenne comme stratégie de protection des droits humains développée par le CDCAP.

Au regard du contexte actuel de marche vers les élections et de l'engouement manifeste des populations à participer activement à la réalisation de cette étude, il n'est plus à douter de sa pertinence, de son actualité et de son importance tant pour les populations elles-mêmes que pour les acteurs de la scène politique. Les échanges assez ouverts, parfois passionnés mais propres aux réalités et au vécu des uns et des autres, les opinions, perceptions et attentes exprimées en toute liberté et franchise par les participants aux groupes de discussions ont permis, somme toute, de dresser une sorte de panorama de leur vision des choses, d'identifier des sujets et de décrire des termes précis de leurs préoccupations.

Quoique ponctuelles et ne reflétant pas nécessairement la réalité, les opinions et perceptions des citoyens dont cette étude fait l'analyse contiennent des informations permettant de saisir et de comprendre l'état d'esprit qui anime des citoyens burkinabè à l'approche des élections de 2015, intervenant après une récente insurrection populaire. L'étude révèle comment des citoyens perçoivent les défis actuels et les priorités pour l'avenir du pays et devrait, de ce fait, être prise en compte par les institutions et acteurs politiques pour préparer des réponses adéquates et des « offres » de dessein ou de projet de société séduisantes, stimulantes et appropriées pour les citoyens.

Que ce soit les dirigeants actuels de la transition, ou les dirigeants ou les élus à venir après les élections, ou encore les partis politiques, la société civile, tous les acteurs clefs du pays trouveront dans cette étude des attentes, des préoccupations et recommandations citoyennes à leur adresse et qu'ils devraient pouvoir prendre en considération, en vue d'une plus grande précision de leurs instruments politiques que sont les programmes de partis, les projets de sociétés ou les messages.

La pertinence de recueillir les opinions citoyennes réside dans la nécessité d'accroître le caractère démocratique de la gouvernance politique du pays. L'expérimentation de la démocratie et de l'Etat de droit pendant vingt-quatre ans d'affilée s'est soldée par un soulèvement populaire, laissant penser que ce processus avait porté des tares fondamentales. En 2012, le CDCAP avait



mené une étude auprès de trente-six comités de suivi à la base répartis dans les 13 régions du pays sur « Les thèmes et les termes de la déchirure ». L'objet de cette étude était d'isoler les raisons fondamentales qui expliquent le mécontentement des populations vis-à-vis des gouvernants. Les résultats de la recherche ont préfiguré ceux de la présente collecte d'opinion en donnant plus de détails sur les sentiments populaires vis-à-vis du politique.

Au plan global, la rupture entre les citoyens et les institutions est le facteur principal alimentant l'instabilité politique. D'où la nécessité pour les acteurs de la gouvernance politique (partis politiques et société civile) d'entreprendre des actions en vue de comprendre, mais surtout de juguler cette rupture entre les citoyens et les institutions qui hypothèque dangereusement la stabilité politique et sécuritaire.

## NOTE DE BAS DE PAGE

1 A noter que bien que des consignes données lors de la formation des modérateurs recommandaient entre 10 et 15 participants par focus group et que les contraintes de ressources financières avaient finalement obligé à prévoir 12 participants par groupe, la réalité du terrain a parfois contraint certains modérateurs à aller au-delà de ce nombre prévu, dans quelques focus groups, sans que cela ne nuise véritablement au déroulement des entretiens.

2 Focus group Région du centre : personnes mixtes hommes femmes, supérieur, sect. formel milieu urbain et péri-urbain

3 Focus group d'hommes vivant avec un handicap, Ouagadougou/ Région du Centre

4 Hommes, 31-40 ans, niveau d'étude supérieur, ville de Koudougou, Région du Centre-ouest

5 Jeune fille, 18-20 ans, élève du secondaire, ville de Bobo-Dioulasso/Région des Hauts-bassins

6 Femmes, 18-35 ans, de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel dans la ville de Fada

7 Focus group de femmes de 36 ans et plus, de niveau d'étude secondaire et travaillant dans le secteur formel, en milieu urbain dans la région du Sud-ouest

8 Femmes, 18-35 ans, de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel dans la ville de Fada

9 Groupe de femmes vivant avec un handicap, Bobo-dioulasso/ Région des Hauts-bassins

10 Femmes adultes, 36 ans et plus, niveau d'étude supérieur, travaillant dans le secteur formel, Ouagadougou/Région du Centre

11 Hommes, 33-50 ans, niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel, ville de Dédougou/région de la Boucle du Mouhoun

12 Jeunes hommes [18-35 ans], niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel dans la ville de Fada/Région de l'Est

13 Jeunes hommes, 18-35 ans, non scolarisés/primaire, travaillant dans le secteur informel, à Kamboincé/ Région du Centre

14 Groupe d'hommes vivant avec un handicap, Ouagadougou/ Région du centre

15 Focus group d'hommes, 33-50 ans, niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel, ville de Dédougou/région de la Boucle du Mouhoun

16 Jeunes hommes [18-35 ans], niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel dans la ville de Fada/Région de l'Est

17 Hommes, 36 ans et plus, de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel, ville de Gaoua/ Région du Sud-ouest

18 Femmes adultes, 36 ans et plus, de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel, en milieu urbain dans la région du Sud-ouest.

19 Jeunes hommes [18-35 ans], niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel dans la ville de Fada/Région de l'Est

20 Femmes [18-35 ans], de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel dans la ville de Fada

21 Hommes adultes, 36 ans et plus, de niveau secondaire, travaillant dans le secteur formel, ville de Gaoua/ Région du Sud-ouest.

22 Femmes adultes, 36 ans et plus, de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel, en milieu urbain dans la région du Sud-ouest

23 Jeunes hommes, 18-35 ans, de niveau d'étude secondaire, exerçant des métiers dans le secteur informel, Village d'Imasgo/ Région du Centre-Ouest

24 Groupe d'étudiants mixtes, dans la région du Centre.

25 Hommes, 31-40 ans, niveau d'étude supérieur, ville de Koudougou, Région du Centre-ouest.

26 Jeunes hommes [18-35 ans], niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel dans la ville de Fada/Région de l'Est

27 Jeunes hommes, de niveau secondaire, commune rurale de Barsalogo/ Région du Centre-Nord

28 Femmes, 18-35 ans, de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel dans la ville de Fada

29 Jeunes hommes [18-35 ans], niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel dans la ville de Fada/Région de l'Est

30 Femmes, 18-35 ans, de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel dans la ville de Fada

31 Jeunes hommes [18-35 ans], niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel dans la ville de Fada/Région de l'Est

32 Région de la Boucle du Mouhoun, hommes adultes [33-50 ans], secteur formel, vivant en milieu urbain et péri-urbain

33 Femmes, 18-35 ans, de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel dans la ville de Fada

34 Groupe de femmes vivant avec un handicap, Bobo-Dioulasso, Région des Hauts bassins

35 Région de la Boucle du Mouhoun, hommes adultes [33-50 ans], secteur formel, vivant en milieu urbain et péri-urbain ; Centre-ouest, femmes non scolarisées, secteur informel vivant en milieu rural ;

36 Femmes non scolarisées, commerçantes en milieu rural, région du Centre-ouest

37 Hommes adultes, 36 ans et plus, non scolarisés, résidant dans la commune rurale de Pissila/ Région du Centre-Nord

38 Jeunes hommes [18-35 ans], niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel dans

la ville de Fada/Région de l'Est

39 Groupe d'hommes vivant avec un handicap, résidant dans la ville de Ouagadougou/ Région du Centre

40 Groupe mixte hommes et femmes de niveau supérieur, travailleurs du secteur formel, vivant à Ouagadougou/Région du Centre

41 Source de citation inconnue

42 Allusion faite à M. Luc Marius IBRIGA, Enseignant de droit, nommé contrôleur général d'Etat à la Haute Autorité de Contrôle de l'Etat

43 Région du Centre, groupe d'étudiants mixtes.

44 Région de l'Est, Jeunes femmes (18-35ans) de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel, vivant en milieu urbain et péri-urbain.

45 Hommes, 33-50 ans, niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel, ville de Dédougou/région de la Boucle du Mouhoun

46 Région de l'Est, Jeunes hommes (18-35ans) de niveau d'étude primaire, exerçant dans le secteur informel en milieu urbain et péri-urbain.

47 Dans le village de Ouri dans la Boucle du Mouhoun, des enseignantes confient que des écoliers se moquent de ceux de leurs camarades qui sont passés avec des moyennes minables. D'autres écoliers vont même jusqu'à se plaindre comme quoi ce n'est pas normal.

48 Région de l'Est, Jeunes hommes (18-35ans) de niveau d'étude primaire, exerçant dans le secteur informel en milieu urbain et péri-urbain.

49 Région de la Boucle du Mouhoun, Groupe d'étudiants mixtes en 3<sup>ème</sup> année, 22-28ans- milieu urbain.

50 Région des Hauts bassins, Jeunes femmes, non scolarisées-niveau primaire, secteur informel, vivant en milieu urbain et péri-urbain

51 Région de l'Est, Jeunes hommes (18-35ans) de niveau d'étude primaire, exerçant dans le secteur informel en milieu urbain et péri-urbain.

52 Dans ce système il y a des écoles où on retrouve parfois CPI et CP2 dans la même classe. L'enseignant est souvent obligé de vider une promotion pour pouvoir mieux encadrer l'autre.

53 Région de la Boucle du Mouhoun, Focus group d'hommes de niveau secondaire exerçant dans le secteur formel public et prive, vivant en milieu urbain et périurbain et dont l'âge est compris entre 33 et 50 ans

54 Région de l'Est, Jeunes femmes (18-35ans), niveau secondaire, secteur formel, vivant en milieu urbain et péri-urbain

55 Région de l'Est, Jeunes hommes (18-35ans) de niveau d'étude primaire, exerçant dans le secteur informel en milieu urbain et péri-urbain.

56 Région de l'Est, Jeunes hommes (18-35ans) de niveau d'étude primaire, exerçant dans le secteur informel en milieu urbain et péri-urbain (Fada).

57 Région du Centre-ouest, jeunes hommes, secondaire, informel, milieu rural/ Région de la Boucle du mouhoun groupes hommes (18-41 ans) non scolarisés, dans le secteur informel en milieu urbain et péri-urbain.

58 Région de la Boucle du Mouhoun, Groupe d'étudiants mixtes en 3<sup>ème</sup> année, 22-28ans- milieu urbain.

59 Autorisation délivrée par le juge, et qui donne accès à une maison d'arrêt et de correction à son détenteur pour rendre visite à un détenu.

60 Région de la Boucle du Mouhoun, Focus group d'hommes de niveau secondaire exerçant dans le secteur formel public et prive, vivant en milieu urbain et périurbain et dont l'âge est compris entre 33 et 50 ans

61 Région de la Boucle du Mouhoun, Groupe d'étudiants mixtes en 3<sup>ème</sup> année, 22-28ans- milieu urbain.

62 Région de la Boucle du Mouhoun, Focus group d'hommes de niveau secondaire exerçant dans le secteur formel public et privé, vivant en milieu urbain et périurbain et dont l'âge est compris entre 33 et 50 ans

63 Centre-ouest, Jeunes hommes niveau supérieur secteur formel milieu urbain et péri-urbain

64 Est\_ jeunes femmes (18-35ans) secondaire\_ secteur formel\_ milieu urbain et périurbain

65 CENTRE OUEST\_ Femmes non scolarisées\_ informel\_ milieu rural

66 Est\_ jeunes femmes (18-35ans) secondaire\_ sect. formel urbain et périurbain

67 Est\_ jeunes femmes (18-35ans) secondaire\_ secteur formel\_ milieu urbain et périurbain

68 Boucle du Mouhoun \_ Groupe d'étudiants mixtes\_3ième année- urbain- 22-28

69 Boucle du Mouhoun \_ Groupe d'étudiants mixtes\_3ième année- urbain- 22-28

70 Région de la Boucle du Mouhoun, Focus group d'hommes de niveau secondaire exerçant dans le secteur formel public et privé, vivant en milieu urbain et périurbain et dont l'âge est compris entre 33 et 50 ans

71 Région Boucle du Mouhoun, Focus group d'hommes de niveau secondaire exerçant dans le secteur formel public et privé, vivant en milieu urbain et périurbain et dont l'âge est compris entre 33 et 50 ans.

72 Région du Sud-ouest, Focus : hommes adultes (36 ans et plus) niveau secondaire secteur formel milieu urbain et périurbain.

73 Région des hauts bassins, Focus : jeunes femmes non scolarisées/ primaire/ alphabétisé exerçant dans le secteur informel et vivant en milieu urbain et périurbain.

74 Région de l'Est, Focus : Femmes jeunes (18-35 ans), niveau d'étude secondaire travaillant dans le secteur formel et vivant en milieu urbain et périurbain..

75 Région de l'Est, Focus : Femmes jeunes (18-35 ans), niveau d'étude secondaire travaillant dans le secteur formel et vivant en milieu urbain et périurbain..

76 Région du Centre-ouest, Focus : Femmes non scolarisées, secteur informel milieu rural.

77 Idem

78 Région du Sud-ouest, Focus : hommes adultes (36 ans et plus) niveau secondaire secteur formel milieu urbain et périurbain.

79 Région de l'Est, Focus : jeunes hommes (18-35 ans), niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel et vivant en milieu urbain et périurbain.

80 Région du Centre, Focus groupe de personnes mixtes (hommes/ femmes) niveau supérieur, secteur formel, milieu urbain et périurbain.

81 Région de l'Est, Focus : jeunes hommes (18-35 ans), niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel et vivant en milieu urbain et périurbain.

82 Région des Hauts-bassins, Focus : jeunes filles (18-20 ans), niveau secondaire, milieu urbain.

83 Région des hauts bassins, Focus : jeunes femmes non scolarisées/ primaire/ alphabétisés exerçant dans le secteur informel et vivant en milieu urbain et périurbain.

84 Région du Centre, Focus : femmes adultes (36 ans et plus), niveau supérieur, secteur formel, milieu urbain et périurbain.

85 Région de la Boucle du Mouhoun, Jeunes hommes non scolarisés/primaire/alphabétisés exerçant dans le secteur informel, vivant en milieu urbain et périurbain et dont l'âge est compris entre 18 et 41 ans.

86 Idem

87 Région du Centre, focus groupe de personnes mixtes (hommes/ femmes) niveau supérieur, secteur formel, milieu urbain et périurbain.

88 Région de l'Est, Focus : Femmes jeunes (18-35 ans), niveau d'étude secondaire travaillant dans le secteur formel et vivant en milieu urbain et périurbain

89 Idem

90 Région de la Boucle du Mouhoun, hommes adultes de niveau secondaire exerçant dans le secteur formel public et privé, vivant en milieu urbain et péri-urbain et dont l'âge est compris entre 33 et 50 ans.

91 Région du Centre, Focus : femmes adultes (36 ans et plus), niveau supérieur, secteur formel, milieu urbain et périurbain.

92 Région des Hauts-bassin, Focus : Jeunes hommes non scolarisés, secteur informel vivant en milieu rural

93 Région de la Boucle du Mouhoun, Focus : Groupe étudiants mixte (3<sup>ème</sup> année), milieu urbain-Dédougou.

94 Région de l'Est, jeunes hommes, 18-35ans, de niveau primaire, exerçant des métiers dans le secteur informel, vivant en milieu urbain et péri-urbain (Fada)

95 Région de l'Est, groupe de jeunes femmes, 18-35 ans, de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel, vivant en milieu urbain et péri-urbain (Fada).

96 Focus group étudiant mixte hommes femmes/Région du Centre

97 Loi n° 010-2009/AN du 16 avril 2009, portant fixation de quotas aux élections législatives et aux élections municipales au Burkina Faso exige au moins 30 % de candidatures au profit de l'un et de l'autre sexe sur les listes des partis politiques

98 Focus group de jeunes hommes de niveau secondaire exerçant dans le secteur informel, vivant en milieu rural/ Centre Ouest/ Imasgo.

99 Région de l'Est, jeunes hommes, 18-35ans, de niveau primaire, exerçant des métiers dans le secteur informel, vivant en milieu urbain et péri-urbain (Fada)

100 Focus group de femmes vivant avec le handicap/Hauts Bassins

101 Focus group Femmes non scolarisées, secteur informel milieu rural/Centre Ouest

I02 Région de l'Est, jeunes hommes, 18-35ans, de niveau primaire, exerçant des métiers dans le secteur informel, vivant en milieu urbain et péri-urbain (Fada)

I03 Focus groups étudiants mixtes hommes femmes (3<sup>ème</sup>année)/Région de la Boucle du Mouhoun.

I04 Focus groups étudiants mixtes hommes femmes Région du centre.

I05 idem

I06 Focus groups d'étudiants mixtes (3<sup>ème</sup>année)/ Boucle du Mouhoun

I07 Hommes adultes de niveau secondaire, secteur formel, public, privé/Boucle du Mouhoun

I08 Focus group Femmes non scolarisées, secteur informel milieu rural/Centre Ouest.

I09 Groupe de jeunes hommes non scolarisés/primaire/alphabétisé exerçant dans le secteur informel et vivant en milieu rural/Région des Hauts Bassins/Commune de BAMA.

I10 Focus group femmes vivant avec le handicap/ Région des Hauts Bassins.

I11 Focus groups étudiants mixtes hommes femmes Région du centre.

I12 Focus Group Hommes adultes niveau non scolarisé / primaire/alphabétisé secteur informel du milieu rural/Région du Centre Nord.

I13 Focus Group mixtes (hommes/ femmes) niveau supérieur, secteur formel, milieu urbain et péri urbain/Région du Centre.

I14 Focus Group femmes adultes de niveau secondaire secteur informel milieu/Région Centre Nord/commune de Kaya

I15 Femmes [18-35 ans], de niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel dans la ville de Fada

I16 Focus group hommes adultes non scolarisé / primaire/alphabétisé sect. informel du milieu

rural/ Région du Centre Nord/Pissila.

I 17 Focus group Femmes adultes [36 ans et plus], niveau supérieur, sect. formel, milieu urbain et périurbain/ Région centre.

I 18 Est\_ jeunes femmes (18-35ans) secondaire\_ sect. formel urbain et périurbain

I 19 Focus groups Etudiants mixtes hommes femmes Région du centre.

I 20 Focus group jeunes hommes (18-35) niveau d'étude primaire, travaillant dans le secteur informel milieu urbain et péri urbain/Région de l'Est/Fada.

I 21 Focus Group Femmes adultes de niveau secondaire secteur informel milieu/Région Centre Nord/commune de Kaya.

I 22 Focus group hommes adultes non scolarisé / primaire/alphabétisé sect. informel du milieu rural/ Région du Centre Nord/Pissila.

I 23 Focus Group Femmes jeunes [18-35 ans], niveau d'étude secondaire, travaillant dans le secteur formel et vivant en milieu urbain et périurbain/Région de l'Est/Fada.

I 24 Focus group Femmes non scolarisées, secteur informel milieu rural/Centre Ouest.

I 25 Focus group hommes adultes niveau secondaire sect. formel public et privé, vivant en milieu urbain et péri urbain âge 33 et 50 ans/ Région Boucle du Mouhoun/ Dédougou.

I 26 Focus group Jeunes hommes non scolarisées/ primaire/ alphabétisé/sect. informel/milieu urbain et périurbain /Hauts Bassins.

I 27 Focus group Jeunes hommes niveau secondaire du milieu rural/Région Centre Nord / Barsalogho.

I 28 Focus groups Etudiants mixtes hommes femmes/Région du Centre Ouest.

I 29 Focus group jeunes femmes non scolarisées/ primaire/ alphabétisé exerçant dans le secteur

informel et vivant en milieu urbain et périurbain /Hauts Bassins.

I30 Focus group jeunes filles (18\_20 ans), niveau secondaire, milieu urbain/région des Hauts Bassins.

I31 Focus group jeunes femmes non scolarisées/ primaire/ alphabétisé exerçant dans le secteur informel/ milieu rural/Région du Centre Nord/Tougouri.

I32 Focus group Jeunes hommes niveau supérieur exerçant dans le secteur formel, public et privé, vivant en milieu urbain et péri urbain et dont l'âge est compris entre 31 et 46 ans/ Région du Centre Ouest.

I33 Focus group femmes adultes (36 ans et plus), non scolarisées, secteur informel milieu rural/ Région de l'Est /commune de Diapangou.

I34 Focus Group Femmes adultes de niveau secondaire secteur informel milieu urbain/Région Centre Nord/commune de Kaya.

## ANNEXES

### Annexe I : Composition des focus groups et distribution des différentes variables sociodémographiques par région cible de l'étude

Variables	Sous-Variables	Boucle du Mouhoun	Centre	Centre-ouest	Hauts bassins	Sud-ouest	Est	Centre-Nord	Totaux
<b>Total de focus groups</b>		4	6	4	6	4	4	4	32
Age	Jeunes [18-35 ans]	3	3	3	4	1	2	2	18
	Adultes [36 ans et plus]	1	3	1	2	3	2	2	14
sexe	Hommes	2	2	2	2	2	1	2	13
	Femmes	1	2	1	4	2	3	2	15
	Mixte (Hommes et Femmes)	1	2	1	0	0	0	0	04
Niveau d'instruction	Non Scolarisés/ Alphabétisés	1	2	1	5	1	3	2	15
	Secondaire	2	1	1	1	3	1	2	11

	Supérieur	1	3	2	0	0	0	0	0	06
Secteur Socio-professionnel	Secteur Formel	2	2	1	0	2	1	1	1	09
	Secteur Informel	1	3	2	5	2	3	3	3	19
	Etudiants/élèves	1	1	1	1	0	0	0	0	04
Milieu de vie	Urbain/péri-urbain	3	6	2	3	2	2	1	1	19
	Rural	1	0	2	3	2	2	3	3	13

## Annexe 2 : Récapitulatif des focus groups et leur répartition selon les variables retenues

Le récapitulatif des focus groups et leur répartition selon les 06 variables : région, sexe, âge, niveau d'étude, secteur socio-professionnel et milieu de vie

Variables	Régions				Sexe	Age	Niveau d'étude			Secteur professionnel			Milieu de vie					
	Centre	Hauts Bassins	Centre-ouest	Est			Centre Nord	Centre Nord	Boucle du Mouhoun	Sud-Ouest	Jeunes Adultes	Non Scolarisés/ Primaires/alphabétisés		Secondaire	Supérieure	Formel	Informel	Etudiants /élèves
Sous-variables					Mix (H/F)	[18-35 ans et plus]												
Sous-effectif	6	4	4	4	13	18	4	15	11	6	9	19	4	19	4	19	13	
Total	32				32	32		32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	

## Annexe 3 : Guide d'entretien de focus group

Burkina Faso  
Février 2015

### I. PRESENTATION (10 minutes)

Bonjour, je m'appelle \_\_\_\_\_ et je travaille pour \_\_\_\_\_ une organisation non-gouvernementale (ONG) qui aimerait mieux comprendre les opinions des citoyens burkinabè au sujet des enjeux importants dans le pays. Nous facilitons beaucoup de séances de discussion à travers le pays. A la fin des discussions, nous rédigerons un rapport qui sera mis à la disposition des partis politiques du Burkina Faso pour qu'ils puissent améliorer leur compréhension des priorités des citoyens burkinabè. Rappelez-vous que je suis apolitique et je ne suis pas affilié ni au gouvernement ni à aucun parti politique. Je suis le modérateur/la modératrice de notre discussion aujourd'hui.

Aujourd'hui, mon travail, c'est d'apprendre de vous.

Il n'y a pas de réponses correctes ou incorrectes, vrais ou fausses aux questions que je vais vous poser.

Je voudrais que tout le monde participe équitablement aujourd'hui. Toutes les opinions sont importantes.

Vous pouvez ne pas être d'accord avec les autres personnes ici, vous pouvez avoir des opinions différentes. Tout le monde aura une chance de s'exprimer.

Vous êtes priés de vous exprimer librement et sans peur. Notre discussion est confidentielle. J'ai cet enregistreur pour m'aider à écrire le rapport. Je n'utiliserai ni vos noms propres ni vos prénoms dans le rapport.

Cet individu ici, il/elle travaille avec moi pour prendre des notes qui m'aideront à rédiger le rapport, mais je répète que je n'utiliserai aucun nom.

S'il vous plaît, parlez fort et distinctement et chacun son tour pour que l'enregistreur puisse vous enregistrer correctement.

Compte tenu du fait que nous avons beaucoup de choses à discuter, nous serons parfois obligés de passer à la question suivante, avant d'avoir véritablement épuisé un sujet.

Nous pourrions être amenés à vous demander d'éclaircir un point. Par exemple, si vous dites « il est difficile, » nous vous proposerons de continuer et de nous dire pourquoi « il est difficile de ... ».

Je vous remercie pour votre présence et votre participation aujourd'hui. Avez-vous des questions avant de commencer?

[RÉPONDEZ AUX QUESTIONS QUI NE SONT PAS LIÉES AU SUJET DE DISCUSSION, REPORTEZ LES QUESTIONS PERTINENTES À LA FIN DE LA SÉANCE.]

[FAITES LES PRESENTATIONS DES PARTICIPANTS. DEMANDEZ QU'ILS PRÉSENTENT LEURS PRÉNOMS ET DÉCRIVENT LEURS ACTIVITÉS QUOTIDIENNES, LEUR TRAVAIL, ET LEUR VILLAGES.]

Maintenant, on peut commencer.

[N'OUBLIEZ PAS D'ALLUMER L'ENREGISTREUR AVANT DE COMMENCER !!]

## II. OPINION ET SITUATION GÉNÉRALE (40 minutes)

1. Est-ce que vous diriez que les choses en général au Burkina Faso en ce moment vont dans la bonne ou la mauvaise direction? [IMPORTANT: Obtenez les réponses de tout le monde avant de continuer – obtenez les à main levée, combien optent pour la bonne direction, combien vers la mauvaise.]

2. Quelles sont les choses positives qui se sont passées dans le pays au cours des dernières années ? Je ne parle pas seulement de la période après les événements d'octobre dernier.

a. Qui est responsable de cela?

3. Quelles sont les choses négatives qui se sont passées dans le pays au cours des dernières années ? Encore, je ne parle pas seulement de la période après les événements d'octobre dernier.

a. Qui blâmez-vous pour cela?

Maintenant je voudrais vous poser plus de questions concernant quelques aspects spécifiques pour obtenir une meilleure compréhension de votre opinion. Nous avons brièvement discuté d'un grand nombre de ces questions. [Adaptez la question en fonction des réponses aux questions de l'avenir du pays ci-dessus.]

4. Commençons par l'économie – en parlant des choses comme l'emploi, le salaire, et les prix.

D'une manière générale, pensez-vous que l'économie va dans une bonne direction ou dans une mauvaise direction au cours des dernières années ?

- a. Qu'est-ce qui va bien avec l'économie [soyez spécifique]?
- b. Qu'est-ce qui ne va pas bien avec l'économie [soyez spécifique]?
- c. Selon vous, qu'est ce qui doit être fait pour améliorer l'économie?
- d. Selon vous, qui est le mieux placé pour résoudre les questions sur l'économie (les associations, élus, partis politiques, les citoyens burkinabè)? Pourquoi?

5. Parlons de l'éducation et des écoles. D'une façon générale, pensez-vous que le système éducatif et les écoles s'améliorent ou se détériorent au cours des dernières années ?

- a. Qu'est-ce qui va bien avec l'éducation [soyez spécifique]?
- b. Qu'est-ce qui ne va pas bien avec l'éducation [soyez spécifique]?
- c. Selon vous, qu'est ce qui doit être fait pour améliorer l'éducation?
- d. Selon vous, qui est le mieux placé pour résoudre les questions sur l'éducation (les associations, les élus, les partis politiques, les citoyens burkinabè)? Pourquoi?

6. Parlons de la corruption. D'une façon générale, pensez-vous que la corruption diminue ou s'empire au cours des dernières années ? [Sonder sur la corruption nationale par rapport au niveau local]

- a. Qu'est-ce qui s'améliore dans la lutte contre la corruption [soyez spécifique]?
- b. Qu'est-ce qui s'empire dans la lutte contre la corruption [soyez spécifique]?
- c. Selon vous, qu'est ce qui doit être fait pour réduire la corruption ?
- d. Selon vous, qui est le mieux placé pour résoudre les questions concernant la corruption (les associations, les élus, les partis politiques, les citoyens burkinabè)? Pourquoi ?

7. Parlons du système judiciaire. D'une façon générale, pensez-vous que le système judiciaire s'améliore ou s'empire au cours des dernières années ?

- a. Qu'est-ce qui s'améliore au niveau du système judiciaire [soyez spécifique]?
  - b. Qu'est-ce qui s'empire au niveau du système judiciaire [soyez spécifique]?
  - c. Selon vous, qu'est ce qui doit être fait pour améliorer le système judiciaire?
  - d. Selon vous, qui est le mieux placé pour résoudre les questions du système judiciaire (les associations, les élus, les partis politiques, les citoyens burkinabè)? Pourquoi?
8. Parlons de la santé. D'une façon générale, pensez-vous que le système de santé s'améliore ou s'empire au cours des dernières années ?
- a. Qu'est-ce qui s'améliore au niveau du système de santé [soyez spécifique]?
  - b. Qu'est-ce qui s'empire au niveau du système de santé [soyez spécifique]?
  - c. Selon vous, qu'est ce qui doit être fait pour améliorer le système de santé ?
  - d. Selon vous, qui est le mieux placé pour résoudre les questions du système de santé (les associations, les élus, les partis politiques, les citoyens burkinabè)? Pourquoi?
9. Est-ce qu'il y a une autre question que vous trouvez importante qu'on n'a pas abordée dans la discussion précédente ? Si oui, laquelle ? (alimentation, sécurité ?, décentralisation ? communication ? logements ?, ressources ?, énergie ?, eau ?, hygiène-assainissement ? routes-transport ?, etc...)
10. Parlons de [D'AUTRE QUESTION IMPORTANTE QUI A/ONT ETE SOULEVEE – une par une]. D'une façon générale, pensez-vous que [CETTE QUESTION] s'améliore ou s'empire au cours des dernières années ?
- a. Qu'est-ce qui s'améliore dans ce secteur [soyez spécifique]?
  - b. Qu'est-ce qui s'empire dans ce secteur [soyez spécifique]?
  - c. Selon vous, qu'est ce qui doit être fait pour améliorer dans ce secteur?
  - d. Selon vous, qui est le mieux placé pour résoudre les questions de ce secteur (les associations, élus, partis politiques, les citoyens burkinabè)? Pourquoi?

Résumons les faits. J'aimerais savoir quelle est la question la plus importante pour vous parmi

les questions abordées. Veuillez lever la main quand je mentionne la question que vous trouvez la plus importante. [Faire le décompte des mains levées pour chaque question en vue de savoir où se trouve la majorité]

11. Maintenant, décrivez vos sentiments au cours des derniers mois. Comment avez-vous réagi à tous les événements?

12. Vous décririez-vous comme optimiste quant à l'avenir du Burkina Faso ou pessimiste à ce sujet? [Faire le décompte – optimiste ou pessimiste] Pourquoi dites-vous cela ?

### III. DÉMOCRATIE ET PROCESSUS POLITIQUES (35 minutes)

1. Lorsque vous entendez le mot « démocratie » qu'est-ce que cela signifie pour vous?

a. Pensez-vous que le Burkina Faso est une démocratie? Pourquoi / pourquoi pas?

b. Pensez-vous que le Burkina Faso devrait être une démocratie? Pourquoi / pourquoi pas?

2. Quel rôle jouent les élections dans une démocratie?

3. Savez-vous s'il y aura des élections au Burkina Faso dans un avenir proche?

a. Quand est ce que les élections vont se tenir? [Si les participants ne le savent pas: Les élections auront lieu en octobre 2015]

b. Quel est le type d'élections organisées? [Si les participants ne le savent pas: présidentielle et législatives]

c. Prévoyez-vous de voter? Pourquoi / pourquoi pas?

4. Selon vous, qu'est ce qui détermine le plus le choix d'un électeur burkinabé pour un candidat aux élections ? [Faire le tour pour obtenir une réponse de la part de tout le monde. Chaque personne doit choisir une seule réponse.]

a. Les propositions (projet de société)

OU

b. La personnalité du/de la candidat(e)

OU

c. Les cadeaux (gadgets, argent) ?

5. Qu'est-ce que vous souhaitez voir arriver lors des prochaines élections?

6. Qu'est-ce qui pourrait se passer lors des prochaines élections ?

7. Voulez-vous avoir un rôle ou devenir actif dans le processus (ou la vie) politique du pays ?

Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Pouvez-vous penser à des activités auxquelles vous aimeriez participer dans ce cadre? [Si les participants ne peuvent pas penser à des activités, demandez :]

i. Faire campagne pour le compte d'un parti politique ou d'un candidat

ii. Avoir des discussions plus politiques avec vos amis et votre famille

iii. Faire pression sur le gouvernement sur un problème particulier comme [AJOUTER UNE POSSIBILITE]

iv. Utilisez les médias sociaux pour partager votre opinion avec les autres

v. Assister à des forums et des débats publics

vi. Prendre part à une manifestation, sit-in ou une marche

8. Quand j'évoque le terme « parti politique » qu'est-ce qui vous vient à l'esprit?

a. De quelles manières les partis politiques peuvent aider le pays à l'heure actuelle?

b. En quoi peuvent-ils entraver (troubler) le pays?

c. Sur quel sujet les partis politiques devraient-ils se concentrer en ce moment?

9. Sans mentionner le nom d'un parti politique spécifique, pour quel type de parti politique souhaiteriez-vous voter? Autrement dit, quelles seraient vos priorités?

10. Si un parti politique devait vous contacter lors d'une campagne électorale (par exemple pour

se faire connaître, vous convaincre de le voter ou vous parler de son projet pour le Burkina), comment préféreriez-vous être contacté? Par quelle approche ou quel canal de communication ?

11. Quels sont les partis politiques au Burkina Faso qui vous viennent à l'esprit?

Demander aux participants de proposer les noms des partis politiques. Notez les partis nommés. Ensuite, revoyez la liste en demandant par un vote à main levée combien de participants connaissent chaque parti nommé. Prenez note des partis qui sont les plus mentionnés

12. En général, pensez-vous que de nouveaux partis politiques/candidats ont de nouvelles idées et méritent d'obtenir des votes, ou pensez-vous que c'est mieux de voter pour les anciens partis/candidats établis de longue date ?

13. Après les élections, qu'est-ce que vous attendez du nouveau président qui va être élu ?

14. Après les élections, qu'est-ce que vous attendez de l'Assemblée Nationale et des députés ?

15. Après les élections, qu'est-ce que vous attendez des conseillers municipaux et des maires qui vont être élus au niveau des communes ?

16. Pensez-vous que le Burkina Faso a besoin d'une nouvelle Constitution? Pourquoi / pourquoi pas?

a. Quelles sont les éléments les plus importants dont une nouvelle constitution a besoin ?

#### **IV. LE ROLE DES FEMMES ET DES JEUNES (25 minutes)**

1. Maintenant j'aimerais mettre l'accent sur le rôle des femmes. À votre avis, est-ce que les femmes doivent être impliquées dans la politique?

a. Si oui, pourquoi ? Quels peuvent être les avantages de la participation des femmes?

b. Si non, pourquoi?

2. Diriez-vous que le nombre de femmes militantes des partis politiques est au bon niveau, ou que les femmes sont surreprésentées ou sous-représentées ? Pourquoi dites-vous cela ?

a. Si elles sont sous-représentées, quelles sont les causes?

i. Est-ce que les partis peuvent augmenter le nombre de femmes militantes ? Si oui, quelles sont les stratégies?

3. Est-ce que les partis politiques ont besoin de la participation des femmes pour réussir ?

Pourquoi dites-vous cela ? Quelles pourraient être leurs responsabilités ?

4. Est-ce que les femmes font de bons parlementaires ?

a. Pourquoi ou pourquoi pas?

5. Est-ce que les femmes font de bonnes conseillères municipales?

a. Pourquoi ou pourquoi pas?

6. Diriez-vous que le nombre de femmes députées dans les Assemblées Nationales passées était au bon niveau, ou que les femmes étaient surreprésentées ou sous-représentées ? Pourquoi dites-vous cela?

a. Le pourcentage réel de femmes députées était entre 15% et 19 %. Pensez-vous que ce taux soit suffisant ?

b. Si elles étaient sous-représentées ou si le taux était insuffisant, quelles sont les causes de ce fait?

i. Est-ce que les partis peuvent faire quelque chose pour augmenter le nombre de femmes parlementaires ? Si oui, que peuvent-ils faire ?

7. Maintenant, j'aimerais mettre l'accent sur le rôle des jeunes. À votre avis, est-ce que les jeunes devraient participer à la vie politique ?

a. Si oui, pourquoi ? Quels peuvent être les avantages de la participation des jeunes?

b. Si non, pourquoi?

8. Diriez-vous que le nombre de jeunes militants des partis politiques est au bon niveau, ou que les jeunes sont surreprésentés ou sous-représentés ? Pourquoi dites-vous cela?

a. S'ils sont sous-représentés, quelles sont les causes?

b. Est-ce que les partis peuvent augmenter le nombre de jeunes militants ? Si oui, quelles sont les stratégies?

i. Est-ce que les partis politiques ont besoin de la participation des jeunes pour réussir ? Pourquoi

dites-vous cela ? Quelles pourraient être leurs responsabilités ?

## **V. PERCEPTIONS DU GOUVERNEMENT (5 minutes)**

I. Quels sont les mots et expressions que vous pourriez utiliser pour décrire le gouvernement de transition?

- a. Quelle est sa plus grande réalisation à ce jour?
- b. Qu'at-il négligé?
- c. Sur quoi devrait-il se concentrer en ce moment?
- d. Avez-vous l'impression que vous avez suffisamment d'informations sur ce qu'il fait?
- e. [SI PAS ASSEZ D'INFORMATION, DEMANDEZ : Qu'est-ce que vous aimeriez savoir de plus ?]

## **VI. CONCLUSION (5 minutes)**

J'ai juste une dernière question à laquelle je veux que tout le monde réponde avant que nous terminions.

I. Imaginez que le Burkina Faso vient d'organiser avec succès les élections et que les nouvelles institutions sont mises en place : quelles sont les deux priorités que vous voudriez voir les dirigeants prendre en compte ? [Faire le tour pour obtenir une réponse de la part de tout le monde.]

Merci beaucoup pour votre temps et participation.

## ANNEXE 5: AU SUJET DES AUTEURS.

### **CDCAP**

Le Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques (CDCAP) est un réseau d'organisations de la société civile qui œuvre à la participation citoyenne à travers le suivi citoyen des politiques publiques. Depuis 2005, cette organisation poursuit une vision qui est « des OSC et des communautés à la base s'impliquent dans les politiques publiques et les influencent selon les préoccupations des populations ». A travers un certain nombre d'outils qu'il développe (CSB, CPR, etc.), le CDCAP organise la veille citoyenne sur la mise en œuvre des politiques publiques d'une part et d'autre part recueille les préoccupations citoyennes pour les faire remonter dans l'agenda public national.

### **ANDREA LEVY**

Andrea L. Levy est une Consultante Indépendante auprès de plusieurs organisations, y compris le National Democratic Institute. Elle a travaillé dans le domaine de la recherche depuis 22 ans. Elle était auparavant la directrice du programme de recherche pour le NDI au Soudan et a par la suite réussi des études de recherche de NDI en Somalie, le Burundi, l'Angola, l'Algérie et la Côte d'Ivoire. Son expérience de recherche internationale comprend des projets mis en œuvre pour les Gouvernements de la Pologne, de la Bolivie, de la Colombie, du Pays de Galles, de l'Indonésie et des Bahamas. Avant de travailler avec le NDI, elle a été consultante de recherche auprès de plusieurs entreprises de conseil en communication à New York, y compris les SS + K et Miner & Co. Studio, où elle a géré et mené des recherches sur l'opinion pour des entreprises Fortune 500 à partir d'une variété d'industries. Elle est titulaire d'une Maîtrise en Relations Internationales de School of Foreign Service de l'Université de Georgetown



